

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Journal bimestriel

N° 527

Janv. - Févr. - Mars 2018

55^e année - 1 €, 3 CHF, £1,5,
60 DA, 0,5 DT, 20 DH, 500 F
CFA, 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Travailleurs de l'État : Ne pas tomber dans le piège de la défense du service public !
- A propos de la suppression du bac et de la sélection à l'université
- Errata Haïti
- Viol impérialiste de la Centrafrique
- Épidémie d'obésité au Mexique
- Canada : un bon indien...
- Détroit (USA): les damnés du plomb
- Dieppe: c'est le capitalisme qui a tué, pas la fatalité !
- Syrie, Yémen et impérialisme français

Solidarité de classe avec les migrants et les prolétaires sans-papiers!

En janvier 2017, lors de la campagne électorale présidentielle, Macron avait salué la politique de Merkel envers les réfugiés: en accueillant près d'un million d'entre eux, elle avait «sauvé la dignité de l'Europe», disait-il. En juin 2017, après son élection, il affirmait encore lors d'une conférence de presse avec Merkel: «*Nous devons accueillir des réfugiés, c'est notre devoir et notre honneur*». Mais déjà les opérations policières contre les campements de migrants à Paris, le blocage à Vintimille des migrants, etc. montraient ce qu'il fallait attendre du nouveau gouvernement.

En effet il n'a pas fallu attendre longtemps pour que les masques tombent; en octobre Macron annonçait que la France allait accueillir... 10000 réfugiés en deux ans (dont 3000 sélectionnés au Tchad et au Niger) tout en affirmant que les «*migrants économiques*» allaient être expulsés «*de façon beaucoup plus rigoureuse*».

Pour les autorités, les «*migrants économiques*», c'est-à-dire les prolétaires chassés de leur pays par la misère et à la recherche d'un travail qu'ils ne trouvent pas chez eux, doivent être refoulés ou

(Suite en page 3)

Accroissement des attaques bourgeoises: Besoin accru de la lutte de classe!

«*Macron durcit le ton sur les réformes*», tel est le titre du quotidien *Les Echos* du 23 /2 qui ajoute avec satisfaction que «*le gouvernement affiche sa détermination à réformer vite et fort*».

Conforté par le passage sans difficultés cet automne des ordonnances sur le code du travail, grâce au sabotage de toute lutte réelle par les syndicats, le gouvernement entend accélérer le rythme des «réformes» – comme les capitalistes appellent les attaques anti-prolétariennes et antisociales: «réforme» de l'Enseignement, «réforme» de la Fonction Publique, «réforme» de la SNCF, «réforme» de la Formation professionnelle, «réforme de l'assurance-chômage», «réforme des retraites», pour ce qui est des plus importantes.

A cela il faut ajouter l'accroissement de la politique répressive contre les migrants et les sans-papiers, le blindage de l'Etat par le passage dans le droit commun des principales mesures de l'état d'urgence, ou l'évacuation spectaculaire par des centaines de policiers des quelques dizaines d'opposants au

projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure – et de l'autre côté la suppression de l'impôt sur la fortune: la nature de classe de la politique gouvernementale est on ne peut plus claire! D'autre part en même temps que ces attaques, était annoncée une augmentation importante du budget de l'armée!

Il y a longtemps qu'un gouvernement n'avait pas lancé ou annoncé une telle série de mesures proprement réactionnaires...

LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES DU CAPITALISME FRANÇAIS...

La cause fondamentale de cette aggravation des attaques bourgeoises se trouve dans la situation du capitalisme

(Suite en page 2)

Le capitalisme mondial de crise en crise (1)

Lundi 5 février la bourse de Wall Street enregistrait pour la première fois de son histoire une chute de plus de mille points (1175 précisément). En pourcentage cela représentait une baisse de 4,6 %, qui avait été précédée d'une de 2,5 % le vendredi. Ces baisses se répercutaient immédiatement sur les marchés boursiers du monde entier, quoiqu'avec moins de force. Au total, depuis le dernier record boursier de Wall Street, les chiffres des pertes des bourses s'établissaient alors à 8,55% pour Tokyo, 8,26% pour Wall Street (Dow Jones), 7,72% pour Hong Kong, 7,41% pour Madrid, 7,10% pour Francfort, 6,8% pour Londres, 6,64% pour Paris, etc.: des chiffres qui n'avaient plus été vus depuis la tourmente financière lors de la crise de 2008. Mais après ces baisses, Wall Street donnait le signal d'une reprise, et les commentateurs et analystes financiers, soulagés, parlaient d'une simple «*correction*» temporaire et bien venue des excès des marchés boursiers. Hélas dès le jeudi, Wall Street rechutait, perdant une nouvelle fois plus de mille points. Au cours de cette semaine noire pour la finance mondiale c'est près de 7500 milliards de dollars de capitalisation boursière qui sont partis en fumée... Pourtant, nous assurent les experts, l'économie américaine et mondiale est en pleine forme et ses «*fondamentaux sont sains*», pour reprendre leur jargon. Mais comme écrivait Marx

(Suite en page 10)

Accroissement des attaques bourgeoises: Besoin accru de la lutte de classe!

(Suite de la page 1)

français. Il perd du terrain non seulement dans les rapports économiques avec son allié-concurrent allemand, mais aussi plus généralement face à la concurrence sur le marché mondial. Alors que le dynamisme de l'économie allemande fait que ce pays enregistre année après année des excédents dans son commerce extérieur, le commerce extérieur français a enregistré un sévère plongeon en 2017: une augmentation de son déficit de 29% par rapport à l'année précédente, les exportations ayant davantage diminué que les importations. Les parts de marché françaises ont reculé sur le marché mondial (3% contre 4,7% en 2000) et encore plus dans la zone euro (de 17% à 12,9%) devant la concurrence surtout de l'Allemagne et de l'Italie. Même les échanges de «services», où l'économie française enregistrait habituellement un surplus appréciable grâce au tourisme, sont devenus déficitaires.

Selon les économistes bourgeois, les cadeaux accordés aux capitalistes par le gouvernement Hollande (notamment sa «mesure phare», le «Crédit Impôt Compétitivité Emploi», CICE, dont le montant est de 20 milliards d'euros par an) ont permis d'améliorer les profits des entreprises; mais ils n'ont pas été suffisants pour améliorer leur compétitivité. Relevons à ce propos que les mêmes économistes reconnaissent que ce CICE n'a eu aucun impact positif sur l'emploi, contrairement à ce qui avait été promis alors par le gouvernement. Rien d'étonnant à cela, les promesses de faire baisser le chômage sont toujours brandies pour faire admettre les mesures les plus anti-prolétariennes, le quinquennat Hollande ayant battu des records sur ce plan...

... LE POUSSENT À ACCROÎTRE L'EXPLOITATION DES PROLÉTAIRES

Pour les capitalistes il n'y a pas d'autre solution à leurs problèmes que d'**accroître l'exploitation** des prolétaires afin d'extorquer des profits supplémentaires. Si les profits ont en effet augmenté l'an dernier, si beaucoup de grandes entreprises comme Renault ont enregistré des profits records, les capitalistes se plaignent que ces profits restent à un niveau plus bas qu'avant la crise de 2008. Un institut économique influent, lié à la Chambre de commerce de Paris affirme que les «coûts sala-

riaux» français sont parmi les plus élevés de la zone euro et il s'inquiète que les salaires puissent augmenter cette année, après l'augmentation du Smic (1): pour les patrons les ouvriers sont toujours trop bien payés!

C'est dans ce cadre que s'expliquent les attaques annoncées par le gouvernement – de même que le renforcement du militarisme. Le petit impérialisme français a toujours été particulièrement agressif pour maintenir sa domination dans ce qui s'appelle dans le langage diplomatique sa «zone d'influence», son «*pré carré*» comme disait sans fard Mitterrand pour parler de ses anciennes possessions coloniales, et pour s'infiltrer ailleurs. Il en a hérité une industrie d'armements qui est un de ses points forts économiques (la France est parmi les plus grands exportateurs d'armes) et qui lui sert aussi à accroître sa présence au niveau international: voir les liens politiques tissés avec ses clients dans le Golfe persique (Arabie Saoudite, Emirats, Egypte), avec l'Inde (avec qui Macron a passé des accords militaires à la suite de vente d'avions de combat), etc.

POUR RÉSISTER ET CONTRE- ATTAQUER IL N'Y A QU'UNE SEULE VOIE : LE RETOUR À LA LUTTE DE CLASSE !

Si le gouvernement compte frapper vite et fort comme nous le voyons (à la SNCF il parle d'agir par ordonnances), c'est pour ne pas laisser le temps au déclenchement d'une réaction prolétarienne. Certes les expériences récentes du sabotage par les organisations syndicales collaborationnistes des mobilisations contre les ordonnances sur le code du travail, la loi El Khomry ou les retraites, ont montré aux bourgeois s'ils en avaient besoin, la capacité de ses organisations à contrôler le prolétariat et à protéger malgré tout la paix sociale. Mais il existe toujours un risque de trouble de l'ordre social à prendre en compte: les bourgeois savent d'expérience que le prolétariat a la capacité de faire dérailler tous leurs plans quand il entre vraiment en lutte, et qu'il a même la force potentielle de remettre en cause leur pouvoir. C'est pourquoi le gouvernement ne veut pas traîner, comptant bien sur l'attentisme syndical pour étouffer les réactions (2).

Les syndicats ont sans doute appelé à leurs rituelles «journées d'action», mais en ordre dispersé, alors que pour faire face aux attaques c'est un mouve-

ment d'ensemble qui serait nécessaire. Mais surtout ces journées n'ont évidemment pas d'autre but que de faire retomber la pression et fournir un exutoire inoffensif au mécontentement.

La généralisation et l'accroissement des attaques accroissent le besoin de la lutte ouverte et générale pour y faire face.

Mais les faits ont montré qu'il était impossible de compter sur les appareils syndicaux pour mener ces luttes à la victoire. Indissolublement attachés à collaboration entre les classes, partisans avoués de l'ordre établi, ils ne peuvent être que des adversaires de la lutte prolétarienne de classe et de toute orientation anticapitaliste. Les faits ont montré aussi que les organisations et partis soi-disant révolutionnaires ne sont que des suivistes par rapport aux forces collaborationnistes, qu'ils ne combattent jamais.

C'est **indépendamment** de tous ces gens et **contre** les orientations défaitistes de l'opportunisme politique et syndical, qu'il est nécessaire que les prolétaires entrent en lutte, sans se laisser arrêter par les discours mensongers sur les sacrifices à accepter pour défendre la bonne santé de l'économie, de l'usine, de l'entreprise. Les prolétaires ne doivent accepter des sacrifices que pour défendre leurs **propres intérêts de classe**, qui sont complètement opposés à ceux des capitalistes. La voie de la lutte ouverte, avec des objectifs et des méthodes classistes y compris l'organisation et la direction indépendante des luttes, n'est certes pas la plus facile, mais c'est la seule qui donne la possibilité de vaincre.

Les conflits qui éclateront inévitablement dans les mois qui viennent pourront constituer un pas dans cette voie, qui est la voie menant à l'émancipation prolétarienne, si au moins une minorité de prolétaires trouve la force de renouer avec les positions et l'organisation de classe.

Contre la bourgeoisie et ses laquais, il est plus que temps de revenir à la lutte de classe!

(1) Coe-Rexecode, décembre 2017.

(2) Voir par exemple l'interview de Martinez au *Parisien* du 27/1/18. Le leader de la CGT a le toupet de rejeter la responsabilité de l'échec de la lutte contre la loi travail sur «certains salariés» qui ne se sentent pas concernés par les mots d'ordre nationaux et, en bon collaborationniste, il dit clairement qu'il n'est pas question de mobiliser pour le moment, l'heure étant à la participation à la consultation gouvernementale...

Solidarité de classe avec les migrants et les prolétaires sans-papiers!

(Suite de la page 1)

expulsés sans ménagement; les «réfugiés», eux, pourront charitablement être acceptés, mais... au compte-gouttes!

L'hypocrisie des dirigeants bourgeois ne connaît pas de bornes. C'est non seulement leur système capitaliste en général, mais l'action plus particulière de leur impérialisme qui est responsable de la situation désastreuse des pays qu'ils dominent économiquement, politiquement et militairement depuis des lustres, les pillant sans vergogne grâce aux cliques dirigeantes vendues qu'ils ont mis en place.

La politique anti-immigrés connaît sous Macron un durcissement sans précédent qui a fait réagir même les associations charitables les plus modérées et le «Défenseur des Droits» (potiche installée pour amuser la galerie): d'après lui une circulaire visant au tri des migrants n'était «pas légale». Dès l'automne des contrôles avaient en effet eu lieu dans des Hôpitaux Psychiatriques pour vérifier la présence de sans-papiers; à la fin de l'année la circulaire en question enjoignait aux forces de l'ordre d'aller contrôler dans le même but les centres d'hébergements et d'augmenter le nombre des expulsions (en début d'année, Collomb se félicitait d'une hausse de près de 15% des expulsions en 2017, notamment grâce à sa circulaire).

La future loi sur l'immigration (qui vient après beaucoup d'autres, à chaque fois plus répressives) encore en discussion au moment où nous écrivons a comme but «de renforcer l'effectivité et la crédibilité de la lutte contre l'immigration irrégulière, notamment dotant les forces de l'ordre de nouvelles capacités d'investigation dans le cadre de la retenue [sic! lire: emprisonnement, qui passe de 45 à 90 jours] pour vérification du droit au séjour», etc.

Il s'agit d'officialiser ces contrôles policiers, d'augmenter la durée d'incarcération légale des sans-papiers, etc., de créer des nouveaux délits (comme le franchissement illégal de frontières qui sera punissable d'un an d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende!) etc. Toutes ces dispositions visent à rendre plus difficile l'accès au statut de réfugiés, et aussi de rendre plus difficile la régularisation des prolétaires sans-papiers qui travaillent, parfois depuis des années avec des documents de complaisance et sous la menace permanente de l'expulsion: les capitalistes dans certains secteurs ont besoin d'un volet de main d'oeuvre taillable et corvéable à merci.

LUTTE CONTRE LES NOUVELLES MESURES GOUVERNEMENTALES

Le projet de loi aussi bien que les circulaires promulguées ou les déclarations présidentielles vilipendant les associations qui critiquent l'action policière, ont provoqué la réaction des organisations charitables et d'aide aux étrangers: elles ont déclaré refuser de collaborer avec les services de police pour fichier les migrants.

Plus significatif, les employés de l'OF-PRA (organisme traitant les demandes d'asile) ont fait grève le 21/2 pour protester contre les mesures du gouvernement.

Mais ce sont des prolétaires sans-papiers eux-mêmes qui ont montré la voie à suivre en entrant en lutte: le 12 février plus d'une centaine d'entre eux, employés dans 6 établissements de la région parisienne se sont mis en grève, en mettant en place des piquets, pour demander leur régularisation. Ils ont reçu le soutien officiel de la CGT; mais celle-ci entend garder le contrôle du mouvement et elle ne cherche pas à étendre la lutte; elle ne dénonce pas non plus dans son tract l'ensemble des dispositions gouvernementales, et surtout pas les mesures contre les migrants: Elle est trop imbue de nationalisme pour cela!

Les prolétaires sans-papiers ont déjà montré, par le passé et encore récemment, qu'ils pouvaient faire reculer les patrons et les gouvernements par leurs luttes.

Pour imposer l'abrogation des récentes dispositions et de la nouvelle loi, ce serait une lourde erreur de compter sur les protestations des intellectuels démocrates, des associations humanitaires ou religieuses – ou sur celle des partis de gauche, la France Insoumise y compris: depuis la dernière campagne présidentielle de Mélenchon la FI a abandonné ses anciennes déclarations purement démagogiques à ce sujet, qui ne cadrerait pas avec son nationalisme déclaré.

C'est la solidarité de classe, débouchant sur la lutte des prolétaires unis qui pourra l'obtenir; c'est à cette **solidarité de classe** avec les sans-papiers et les migrants qu'il faut appeler tous les prolétaires: laisser une partie d'entre elle complètement à la merci des patrons, affaiblit toute la classe prolétarienne.

Non aux mesures policières gouvernementales, non à la nouvelle loi immigration!

Libération immédiate de tous les sans-papiers et migrants détenus! Arrêt des expulsions!

Régularisation immédiate et sans conditions des prolétaires sans-papiers! Solidarité avec leurs luttes!

Ouverture des frontières! Non au contrôle de l'immigration!

Vive la lutte internationale des prolétaires de tous les pays contre le capitalisme!

25/2/2018

Travailleurs de l'Etat : Ne pas tomber dans le piège de la défense du service public ! Lutter exclusivement sur le terrain de classe!

Le gouvernement ne fait pas mystère de son objectif : un vaste plan social dans la Fonction publique – 120 000 suppressions d'emplois, ce qui correspond à ce qu'avait annoncé le candidat Macron – accompagné d'une remise en cause profonde des «garanties» dont disposent encore les agents.

L'ÉTAT-PATRON RESTRUCTURE LA FONCTION PUBLIQUE

Les leviers de ce plan social doivent être des restructurations massives des ministères, le transfert au secteur privé de certaines missions et la baisse, en quantité ou en qualité, des services rendus à la population.

Comme dans n'importe quelle entreprise, l'État-patron entend favoriser les suppressions d'emplois en mettant en

place un plan de départs «volontaires» et en négociant avec le collaborationnisme syndical des dérogations aux règles nationales présentes dans le Statut de la Fonction publique. Il veut également pouvoir mettre en place un salaire «au mérite» et en fonction des résultats (pour développer la concurrence entre salariés et leur docilité) et étendre la précarité avec une accentuation du recrutement

(Suite en page 4)

Travailleurs de l'Etat : Ne pas tomber dans le piège de la défense du service public ! Lutter exclusivement sur le terrain de classe!

(Suite de la page 3)

contractuel. L'Etat cherche comment grignoter des «garanties» sans que cela lui coûte trop cher en conflits sociaux, exactement comme le patronat privé, face à la crise, cherche à se libérer de contraintes telles que la limitation du temps de travail ou le versement des «charges sociales».

Les médias bourgeois apportent leur plein soutien à ce plan à coup de déclarations démagogiques et d'informations bidonnées sur les «nantis», sur des «privileges d'un autre âge» et sur les «réformes de bon sens». D'opportuns sondages sont publiés pour montrer que la population est favorable au projet gouvernemental.

Le «nouveau monde» vanté par la propagande médiatico-gouvernementale ne fait que remettre au goût du jour les vieux projets que la bourgeoisie avait dû remiser dans ses tiroirs de peur d'une contestation sociale massive. Par exemple, dès 1967, le rapport Nora envisageait déjà de remplacer les statuts par un système de contrats d'entreprise avec l'Etat, doublé de conventions collectives. En 1979, le rapport Longuet envisageait de réduire à 400 000 le nombre des fonctionnaires d'Etat à poste fixe et garanties «nationales», les autres étant employés, virés ou mutés selon les besoins locaux par des agences régionales.

DÉFENDRE LES CONDITIONS DE TRAVAIL, PAS LE STATUT !

Le gouvernement cible le Statut général de la Fonction publique et les statuts particuliers. Les syndicats collaborationnistes – à l'exception de ceux ouvertement jaunes – se font les chantres d'un totem qui assurerait l'existence d'un Etat au-dessus des classes (la «neutralité» des fonctionnaires).

La bourgeoisie a institué un statut particulier qui comportait des avantages aux fonctionnaires afin d'avoir un personnel docile et obéissant dans les administrations d'Etat et aussi dans certaines entreprises jugées particulièrement importantes au point que la rentabilité y était secondaire (comme la SNCF ou la Poste). Elle s'est donc efforcée d'inculquer aux employés de l'Etat l'idée qu'ils formaient, comme disait Clemenceau en 1906, «une catégorie spécialement avantagee, avec des droits et même (...) des devoirs particuliers». C'est pourquoi

les fonctionnaires sont légalement soumis à une discipline de caserne qui leur impose l'«obligation de réserve» (qui limite la liberté d'expression) ou des limitations du droit de grève (règle du retrait d'un trentième du salaire si l'agent est en grève une heure ou plus, obligation de se déclarer gréviste à l'avance, réquisition...). La défense du statut sert à inculquer l'esprit de catégorie, la religion de la promotion, du concours et de la carrière, le respect servile pour la hiérarchie...

Mais aujourd'hui les choses ont changé, les bourgeois trouvent que l'Etat coûte trop cher, que certains secteurs ne sont plus si essentiels ou qu'ils pourraient être une source de profits pour les capitalistes privés.

Les salariés de l'Etat ne doivent pas défendre le mythe d'un Etat protecteur et bienfaiteur comme cela pouvait être le cas pour eux autrefois: ces temps-là sont révolus. Il leur faut lutter pour défendre les avantages réels et matériels en horaires de travail, en sécurité d'emploi face au chômage ou, plus rarement, salaires, qui en sont le contenu concret. Ils doivent riposter aux offensives de la bourgeoisie sur le terrain de classe, avec des méthodes de classe et avec des revendications de classe (baisse du temps et de la charge de travail, augmentation uniforme des salaires, embauche des précaires...).

CHERCHER LA SOLIDARITÉ DE CLASSE DES AUTRES PROLÉTAIRES, PAS CELLE INTERCLASSISTE DES «USAGERS» !

L'opportunisme politique et syndical (y compris d'«extrême» gauche) est par principe un adorateur de l'Etat qu'il dépeint comme le représentant de tous les citoyens; il ne cesse donc pas de geindre sur l'emprise qu'exerce sur lui le patronat et sur son supposé retrait de la vie économique: les réformistes présentaient traditionnellement le socialisme comme le passage sous propriété d'Etat de la plupart des entreprises – sans qu'il y ait un changement dans les rapports sociaux, le patron privé étant seulement remplacé par le patron étatique.

A l'inverse les travailleurs de la Fonction publique doivent comprendre que l'Etat patron est leur ennemi et qu'il faut le combattre et non rêver à son amélioration.

Les prolétaires n'ont rien à défendre dans la société bourgeoise qui les exploite et les opprime: ni l'Etat, ni l'entreprise, ni le développement local, ni l'économie nationale, ni les «services publics» en tant que tels mis en place pour faire fonctionner cette économie. ... Ils doivent détruire l'Etat bourgeois qui est le quartier général, le conseil d'administration, de leur ennemi de classe. Ils ont un monde à gagner, une société sans classe!

Cela ne signifie pas qu'ils peuvent rester indifférents à la dégradation des services de base qu'ils sont contraints d'utiliser au quotidien. La politique de rentabilisation de la bourgeoisie entraîne des transports bondés et en retard, des gares éloignées, des tarifs toujours plus élevés pour se soigner, un système de santé dégradé dans lequel il faut attendre des heures dans des conditions indignes, des classes surchargées pour les enfants de la classe ouvrière...

Les luttes sur ces questions font partie des indispensables luttes élémentaires de défense des conditions de vie et de travail. Pour être efficaces, ces luttes ne peuvent se mener que sur des orientations de classe, avec la volonté – à chaque occasion – de renforcer l'unité des travailleurs. C'est ainsi que ces combats doivent chercher la liaison avec les luttes pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des usagers prolétaires et des travailleurs de l'Etat. Il est impossible de s'appuyer sur les regroupement interclassistes d'«usagers» qui inévitablement se transforment en moyens de pression supplémentaire sur les salariés, contre les grèves «qui prennent en otages les usagers», pour critiquer les fonctionnaires absents (pour cause de maladies ou de conditions de travail toujours plus dures).

Les travailleurs combattifs doivent s'employer à ramener les choses sur le terrain concret, premièrement des besoins matériels des plus exploités, deuxièmement du besoin d'unité de tous les salariés. C'est une condition indispensable pour se donner la force d'arracher leurs revendications et de marcher aux côtés de tous les travailleurs.

LA PERSPECTIVE : LUTTE POUR LE COMMUNISME, PAS POUR D'AVANTAGE D'ÉTAT CAPITALISTE !

Les illusions sont nombreuses, chez les fonctionnaires, mais pas seulement chez eux, sur un Etat arbitre qui serait au-dessus des classes, neutre et bienveillant, et guidé par l'intérêt collectif. Ce serait cet Etat mythique offrant les non moins mythiques «services publics» que les ultra-libéraux voudraient remettre en cause ou détruire.

Dès la fin du XIXe siècle, les marxistes authentiques se sont fait les dénonciateurs des «services publics». En 1882, Paul Lafargue s'en prenait au «communisme à l'usage des bourgeois: il est bien modeste; il se contente de la transformation de certaines industries en services publics; il est surtout peu compromettant; au contraire, il ralliera nombre de bourgeois». Il pointait déjà que «Dans la société capitaliste une industrie privée ne devient service public, que pour mieux servir les intérêts de la bourgeoisie: les avantages qu'elle en retire sont de différentes natures, nous venons de parler des dangers sociaux que présentent certaines industries abandonnées à l'exploitation individuelle, dangers qui disparaissent ou sont atténués considérablement dès que l'Etat les dirige. Mais il en existe d'autres. L'Etat, en centralisant les administrations diminue les frais généraux, il fait le service avec une dépense moindre.

On accuse l'Etat de payer tout plus cher que les industriels privés; néanmoins ce n'est pas toujours le cas lorsqu'il s'agit de l'établissement des voies de communication, une des entreprises les plus difficiles et les plus compliquées de l'industrie moderne (...). L'Etat peut donc diminuer sensiblement les prix des services publics qu'il exploite. Ce sont les bourgeois qui bénéficient de cette réduction, parce que ce sont eux surtout qui en usent. C'est ainsi que des ouvriers ne se servent de la poste qu'une ou deux fois par an: et que de maisons de commerce, que d'industriels, expédient des dix et vingt lettres par jour!».

L'émancipation du prolétariat ne passe pas par la conquête de l'Etat bourgeois ou son amélioration par des réformes. Cette émancipation – du prolétariat et donc de toute l'Humanité opprimée – passe par la destruction violente de l'Etat bourgeois, par l'insurrection armée du prolétariat pour établir sa dictature.

Sur les ruines de la société bourgeoise, le prolétariat pourra ensuite construire une société libérée de l'exploitation, de la misère, de l'oppression... et de l'Etat !

**Lisez et diffusez
la presse du parti
«programme communiste»**
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario»,
Journal en espagnol
«Proletarian»,
Bulletin en anglais

A propos de la suppression du bac et de la sélection à l'université : Défendre la jeunesse ouvrière et les travailleurs de l'éducation, pas l'école bourgeoise !

Le gouvernement poursuit sa politique dictée par les nécessités adaptations du capitalisme français à la concurrence économique mondiale. Dans l'éducation, il a décidé de mettre en œuvre les «réformes» souhaitées par ses prédécesseurs de droite et de gauche mais qui n'ont pas pu être menées à terme. La disparition du baccalauréat comme diplôme national avait été entamée par le ministre «socialiste» Allègre en 2000 et le sarkozyste Chatel en 2010. Sa disparition comme diplôme permettant d'accéder à l'université avait été tentée en 1986 par le gouvernement Chirac. Ces projets n'avaient pas pu pleinement aboutir en raison de mobilisations de enseignants, des étudiants ou des lycéens.

Aujourd'hui, le gouvernement veut aller vite. Il est aidé en cela par les syndicats enseignants qui font preuve d'un **attentisme scandaleux ... et complice**. Ils se sont contentés de lancer des appels nationaux à la «mobilisation», à «aller jusqu'à la grève partout où c'est possible» ou à une traditionnelle journée de grève sans suite et sans perspective. Ces appels nationaux ne sont même pas transmis aux personnels dans beaucoup d'établissements qui apprennent l'information par les médias! Seules quelques équipes syndicales combattives – souvent SUD Education ou CGT Educ'action – tentent de mobiliser, mais elles restent bien isolées. Les autres, même celles animées par des militants du NPA, de Lutte Ouvrière, du Parti Ouvrier Indépendant ou du POI Démocratique (POID), attendent bien sagement la défaite que pourra infliger le gouvernement avant de se lamenter hypocritement sur le manque de combativité des travailleurs!

AU CŒUR DES RÉFORMES : RÉDUIRE LES DÉPENSES PAR ÉLÈVE

Malgré le traditionnel habillage pédagogique des projets gouvernementaux, l'objectif central est limpide : réduire les coûts de fonctionnement de l'institution scolaire.

Dans les lycées, la quasi-totalité des classes étant déjà surchargées, il n'existe qu'un moyen simple et rapide pour faire baisser les dépenses: diminuer la quantité d'heures de cours dispensées aux élèves. C'est ce qui est au cœur de la

«réforme» : diminuer le volume hebdomadaire, supprimer (ou réduire à la portion congrue) l'enseignement de certaines disciplines. L'intersyndicale estime que la mise en œuvre de la «réforme» pourrait aboutir à la suppression de 25 000 emplois. Pour compléter cette politique d'économies, le ministre veut supprimer le baccalauréat dont l'organisation coûte près de 100 millions d'euros.

A l'université, la sélection va permettre d'orienter le «flux» des «cohortes d'élèves» – pour reprendre le langage de la bureaucratie de l'Education nationale – vers les formations déficitaires pour ne pas augmenter les dépenses (et créer des emplois) malgré une véritable explosion des effectifs étudiants.

La «réforme du baccalauréat» a également un autre objectif : **il s'agit de mettre en place les conditions d'une concurrence accrue par tout un tas de mesures, notamment la suppression des diplômes nationaux** et l'adaptation du lycée à la «vie économique» permettant d'améliorer la mobilité et la flexibilité de la main-d'œuvre (c'est-à-dire d'accroître son exploitation), et de faire pression sur le niveau général du salaire en les individualisant.

AU MENU DES FUTURES ATTAQUES : DÉGRADER ENCORE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES ENSEIGNANTS

La deuxième source d'économies est de flexibiliser et de précariser les personnels et en premier lieu les enseignants. L'actuel ministre a annoncé très explicitement ses projets contre les enseignants du secondaire dans son livre «L'École de demain» (p.117-118) :

- le renforcement du management local, c'est-à-dire la soumission à l'autorité du chef d'établissement, la caporalisation. La hiérarchie locale pourrait à terme recruter les enseignants, imposer tous types d'obligations pédagogiques ou administratives;

- la mise en place d'un système hiérarchique de chefaillons: certains professeurs auraient un rôle d'encadrement des autres;

- l'annualisation du temps de travail,

(Suite en page 6)

A propos de la suppression du bac et de la sélection à l'université: Défendre la jeunesse ouvrière et les travailleurs de l'éducation, pas l'école bourgeoise !

(Suite de la page 5)

c'est-à-dire une très forte flexibilité avec une augmentation de la charge de travail (avec le «rattrapage» des heures de cours non effectuées les jours de sortie, pendant les périodes d'exams, de stage...) et une baisse des salaires (les «rattrapage» ferait disparaître les heures supplémentaires);

- un alourdissement de la charge de travail : au travail d'enseignant s'ajouterait un travail de conseiller d'orientation pour préparer les lycéens en vue de leur sélection par l'université. Ces tâches pourraient se traduire par un temps de présence obligatoire dans les établissements.

Pour l'instant, le gouvernement reste silencieux sur le (mauvais) traitement qu'il réserve aux personnels de l'Éducation nationale. Il ne faut cependant pas être devin pour savoir que les mesures ci-dessus sont un de ses objectifs.

L'éditorialiste du journal patronal *Les Echos* vend la mèche dans son éditorial du 15 janvier: «Un renversement complet du modèle actuel, dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences. Temps de travail des professeurs, pluridisciplinarité, nombre d'élèves par classe, organisation des établissements: c'est un vaste maëlström qui se prépare dans l'Éducation nationale.

Car, même si Jean-Michel Blanquer semble avoir renoncé à organiser l'année du second degré en semestres, il est hautement probable que le découpage en semaines ne permette pas de constituer des emplois du temps combinant matières de tronc commun et spécialités. Alors, c'est l'annualisation du temps de travail des enseignants, sujet tabou depuis 1950, qui a enfin une chance d'être inscrite au tableau. Faute d'enseignants suffisants pour répondre à la demande, notamment dans les nouvelles disciplines voulues par le ministre de l'Éducation nationale, c'est la question de la bivalence des professeurs qui va devoir être posée, autrement dit leur capacité à enseigner deux matières».

L'école capitaliste fonctionne sur le modèle d'une entreprise capitaliste – n'en déplaise à ceux qui clament «l'éducation n'est pas une marchandise» - et elle cherche à réduire ses coûts de fonctionnement en pressurant ses

clients (les élèves) et ses salariés (les enseignants). En fait il s'agit de «restructurer» l'école comme on restructure une usine!

A QUOI SERT L'ÉCOLE BOURGEOISE ?

L'école est un rouage important de la société capitaliste puisqu'elle a pour tâche de préparer au mieux la jeunesse à occuper sa future place, qui dans la classe ouvrière, qui dans la petite-bourgeoisie, qui parmi la classe dirigeante.

Pour assurer sa fonction sociale de reproduction de l'ordre établi, l'École a une fonction idéologique. Elle diffuse une idéologie bourgeoise de démocratie, de paix sociale, de croyance au progrès et de patriotisme, pour formater des citoyens dociles et crédules. C'est ce qu'expliquaient Boukharine et Préobrajenski, en 1923, dans «L'ABC du communisme»: «La bourgeoisie comprend très bien qu'elle ne viendra pas à bout des masses ouvrières par la seule force brutale. Il lui faut donc tisser, tout autour des cerveaux de ces masses, une fine toile d'araignée. L'État bourgeois considère les ouvriers comme des bêtes de somme: il faut que ce bétail travaille, mais qu'il ne morde pas. Il faut donc non seulement l'assommer et le fusiller dès qu'il mord, mais aussi le dresser, le dompter, comme font certains spécialistes dans les ménageries. De la même façon, l'État capitaliste éduque, pour l'abêtissement, l'abrutissement et la domestication du prolétariat, des techniciens, des maîtres d'école et des professeurs bourgeois, des prêtres et des évêques, des écrivains et des journalistes bourgeois. À l'école, ces spécialistes apprennent aux enfants, dès l'âge le plus tendre, à obéir au Capital, à mépriser et à haïr les révoltés; on leur débite des contes à dormir debout sur la Révolution et le mouvement révolutionnaire; on glorifie tsars, rois, industriels, etc.».

L'École fait miroiter aux familles prolétaires la possibilité de la promotion sociale, de la sortie de la condition prolétarienne grâce aux études, par-delà les inégalités de la naissance. À l'heure actuelle, cela existe, comme exception et non pas évidemment comme règle, mais ces exceptions alimentent les espoirs d'ascension sociale par l'effort individuel des enfants. L'École est en ce sens

une puissante arme contre la lutte de classe et un puissant levier de cohésion sociale.

Elle a également l'importante fonction d'inculquer la **discipline**, le respect du savoir et de l'autorité, même si cette tâche est de plus en plus difficile en raison de la dégradation des conditions d'étude.

La scolarisation de masse a été nécessaire pour fournir au capitalisme une main d'œuvre plus instruite, mieux formée et plus «éduquée» (au sens bourgeois du terme que nous venons de voir), que ce soit au niveau des prolétaires ou des cadres. Mais elle est aussi utilisée aujourd'hui pour conserver sur les bancs de l'école une large partie de la jeunesse ouvrière et petite-bourgeoise que l'économie capitaliste ne peut pas absorber. Elle permet d'exercer sur eux un contrôle social direct. C'est ce que met en avant le sociologue pseudo-marxiste Randall Collins: «L'inflation des diplômes contribue à absorber la main d'œuvre excédentaire en soustrayant un nombre croissant d'individus à la population active. (...) le mythe de l'éducation universelle alimente de fait l'État providence clandestin. (...) Aussi longtemps que le système éducatif continuera à être financé d'une manière ou d'une autre, il fonctionnera en effet comme une sorte de keynésianisme masqué, une espèce de substitut de stimulus économique. Cette politique sociale qui ne dit pas son nom est un peu l'équivalent des programmes du New Deal qui mettaient les chômeurs au travail en leur faisant exécuter les peintures murales dans les bureaux de poste ou participer à des campagnes de reforestation» (1).

LES MYTHES DE LA DÉMOCRATISATION ET DE L'ÉCOLE ÉMANCIPATRICE

Les directions syndicales – nationales ou locales, y compris celles animées par des pseudo-révolutionnaires – sont toutes engluées dans la vision interclassiste d'une école qui serait un atout pour les jeunes prolétaires, une chance pour accéder au savoir et à une ouverture culturelle. Vieille illusion héritée non seulement du syndicalisme amicaliste – né de la volonté de l'État bourgeois; du syndicalisme réformiste – champion du service public et de l'école démocrati-

que; mais aussi de l'anarcho-syndicalisme. Le premier Manifeste des instituteurs syndicalistes, en 1905, proclamait par exemple «*Ce n'est pas au nom du gouvernement, même républicain, ni même au nom du Peuple français que l'instituteur confère son enseignement: c'est au nom de la vérité*».

Cette vision sera fidèlement reprise par le courant École émancipée (EE) qui regroupera les anarcho-syndicalistes dans la Fédération Unitaire de l'Enseignement de la CGTU, puis une large palette de l'«extrême» gauche dans la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) après la deuxième boucherie impérialiste. L'EE connaîtra une scission au début des années 2000 donnant naissance à une EE intégrée à la direction de la FSU (le syndicat majoritaire et ultra-conformiste) et une tendance Emancipation qui se veut (faussement) plus lutte de classe. Cette vision imprègne également les syndicats dits «combatifs» comme la CGT Educ'action, la FTE-CNT ou SUD Education.

Ce réformisme scolaire est un facteur de confusion. La prétention du réformisme d'élever le niveau de la lutte des jeunes travailleurs en rehaussant leur niveau culturel moyen ne mériterait même pas que l'on s'y arrête tant elle est ridicule. Mais ce ridicule est bien celui des petits-bourgeois qui estiment que l'apathie sociale de l'ouvrier est due à son manque de «culture» et d'«instruction». S'il avait ouvert un livre plus souvent, il se rendrait compte de son exploitation et se révolterait! Voilà la nullité de théorie qui prétend que la révolte du prolétaire n'est pas fonction de son exploitation et des circonstances matérielles que peuvent être le licenciement, le chômage, la dégradation des conditions de vie, l'insécurité permanente...

N'en déplaise aux professeurs «révolutionnaires», l'ouvrier prend conscience de la réalité de son exploitation et de la nécessité de la lutte contre elle à l'usine où il la vit, pas dans une salle de classe.

NPA, LO, AL, UJR, POI, POID... COLPORTEURS DES ILLUSIONS RÉFORMISTES

L'«extrême» gauche réformiste véhicule ce genre d'inepties dans le cadre de la mobilisation actuelle, en direction de la jeunesse ouvrière et petite-bourgeoise et en direction des travailleurs de l'éducation. Ces faux révolutionnaires savent que les espoirs dans la démocratisation scolaire ne se concrétisent que pour quelques individus. Et ces rares cas ne changent en rien la situation de la classe ouvrière qui reste exploitée. Mais comme ils n'ignorent pas la puissance

de ces espoirs de réussite individuelle et d'ascension sociale, et leur utilité pour l'ordre bourgeois, ils font tout leur possible pour les alimenter et faire croire que l'école peut être un moyen pour les fils et filles de travailleurs d'échapper à leur condition prolétarienne..

C'est ainsi que le NPA présente l'école capitaliste actuelle comme «une école de l'éducation et de l'émancipation» qui s'opposerait à «une école de l'employabilité» (2)!

Lutte Ouvrière défend l'illusion d'un service public au-dessus des classes et qui répondrait aux besoins de la classe ouvrière... dans **cette société** capitaliste: «*Il faut refuser cette logique consistant à dire que tout doit devenir rentable et profitable. Dans cette société où l'argent est roi, l'éducation, la santé, les transports collectifs, les services postaux, les télécommunications, l'approvisionnement en eau et en énergie devraient être des services publics. Ils ne doivent pas être gérés pour le profit, ni être soumis aux lois du marché, stupides et inhumaines. Ils doivent satisfaire les besoins collectifs*». (3)

Alternative Libertaire se prononce pour une démocratisation de l'Université, comme étant une voie d'émancipation: «*Défendrel'égalité d'accès à l'université, ce n'est pas dire qu'il n'y a pas de salut en dehors des études. C'est exiger leur démocratisation pour qu'en cessant d'être réservées à certains, elles perdent aussi le rôle qui leur est attribué: permettre de donner moins à ceux qui n'en font pas.[...] C'est en faire une voie d'émancipation, parmi d'autres, pour celles et ceux qui le souhaitent*» (4).

L'**Union des Jeunes Révolutionnaires**, l'organisation de jeunesse du Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF), diffuse les mêmes illusions en proclamant: «*L'Éducation nationale doit être pour l'émancipation et le savoir pour tous et non pas pour augmenter les profits du patronat*» (5).

Le **Comité pour un Parti Ouvrier Révolutionnaire** se pose en défenseur du «*droit aux études, à la culture arrachée par des décennies de combat de la jeunesse et de la classe ouvrière*» (6).

Le **Parti Ouvrier Indépendant (POI)** dénonce une «*attaque pour mettre l'université et l'école à l'heure de la contre-révolution voulue par Macron*» (7). L'École, l'Université et la société actuelle seraient-elles révolutionnaires?

Son frère ennemi, le **POI Démocratique** a initié un «Manifeste pour la reconquête d'une École qui instruit» (c'est digne des titres dont raffole la presse la plus réactionnaire genre *Le Figaro* ou *Le Point*) pour «regrouper

tous ceux qui veulent en finir avec l'entreprise de destruction systématique de l'école qui instruit et émancipe» (c'est de l'École bourgeoise dont ils parlent!). L'axe du manifeste est la défense du bac comme «*clef de voûte de toute l'École publique, laïque, nationale*» (8). Bel objectif de conservation sociale!

Tous ces réformistes d'«extrême» gauche prétendent pouvoir soustraire l'école à la mainmise directe du capital et des organisations patronales. Ils prétendent offrir une éducation qui produi-

(Suite en page 8)

MARXISME ET CLASSES MOYENNES

(Brochure "le prolétaire", Sept. 2017, format A5, 76 pages, Prix: 2 €)

- Introduction
- Marxisme et classes moyennes («Programme communiste», n°55, Avril-Juin 1972)
- La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia:
 - Introduction à la «Fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia»
 - La conférence du camarade Bordiga à l'«Université prolétarienne» («L'Unita», 24 mars 1925)
 - Amadeo Bordiga - Conférence du 21 mars 1925. La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia
- Sur le fil du temps. Les intellectuels et le marxisme («Battaglia Comunista», n°18, 4-5 novembre 1949)
- La demi-classe, notre bête noire («Il Programma Comunista», n°15, 4 août - 1er septembre 1963)
- Léon Trotsky. Petite-bourgeoisie et fascisme:
 - «La seule Voie» (Septembre 1932 - Extraits)
 - «Où va la France?» (Octobre 1934 - Extraits)

Errata Haïti

Une malencontreuse faute de frappe a rendu incompréhensible l'augmentation accordée aux travailleurs en lutte. Nous reproduisons ci-dessous la phrase avec les chiffres corrigés:

Au final, le président a dû faire marche arrière et annoncer lui-même officiellement jeudi 27 juillet le relèvement du salaire minimum à 375 gourdes, en ajoutant 15 gourdes à la proposition de 355 gourdes du CSS.

A propos de la suppression du bac...

(Suite de la page 9)

guerait à tous les jeunes, de façon égalitaire, une véritable formation générale, théorique, critique...

Que les prolétaires ne se laissent pas illusionner par ces chimères et par leurs colporteurs!

L'école ne peut pas plus que les autres institutions de l'Etat planer au-dessus des classes. Pas plus que l'Etat, l'Ecole bourgeoise ne peut être transformée par des réformes pour se mettre au service de la classe ouvrière ou de la «collectivité». En réalité les seules «réformes» possibles et les seules réellement envisagées dans le cadre de la société bourgeoise sont celles qui adaptent l'Ecole aux évolutions de l'appareil productif capitaliste.

La **lutte contre la sélection** est la traduction concrète du slogan typiquement petit-bourgeois de «démocratisation» de l'Université. Depuis qu'existe une surproduction de diplômés, les autorités bourgeoises ont instauré, parfois non sans mal, différentes mesures de «sélection» pour diminuer le nombre d'étudiants, tendant pratiquement à réserver aux enfants de bourgeois l'accès aux filières universitaires les plus profitables et encore plus aux Grandes Ecoles. La lutte contre la sélection a donc été un thème récurrent parmi les étudiants et lycéens qui y voyaient la disparition de la possibilité de s'intégrer ou de se maintenir dans la petite bourgeoisie. Dans les périodes économiquement difficiles, les petits bourgeois tendent à être broyés par le capitalisme et touchés par la prolétarisation. Les communistes ne s'opposent évidemment pas aux luttes que peuvent mener les petits bourgeois contre les attaques capitalistes, mais ils les appellent à lutter contre le capitalisme lui-même, en se rangeant du côté de la classe ouvrière. Si les classes petites bourgeoises peuvent devenir révolutionnaires, explique le **Manifeste Communiste** «*c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat: elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer sur celui du prolétariat*».

Dans le cas de l'Ecole et de l'Université, les communistes appellent à dépasser l'horizon étriqué de la lutte corporatiste qui se révèle illusoire – l'obtention d'un diplôme étant de moins en moins une garantie pour éviter la prolétarisation, même si le diplôme reste encore une protection relative con-

tre le chômage – et à embrasser la lutte prolétarienne révolutionnaire contre cette société.

SERVICE NATIONAL SERVICE DU CAPITAL

Pour mieux encadrer la jeunesse ouvrière, l'école ne suffit plus, en raison de la dégradation des conditions d'étude. C'est pourquoi en plus de vouloir que les jeunes prolétaires découvrent le **despotisme d'usine avec l'apprentissage**, le gouvernement veut leur imposer le **despotisme du service national**. Son plus gros problème est le coût budgétaire de son rétablissement, ce qui explique les déclarations contradictoires des ministres. Toutes les pistes sont envisagées – propagande militariste à l'école, travail gratuit dans des associations, exercices militaires... – mais l'essentiel n'est pas là pour la bourgeoisie: il faut encadrer la jeunesse pour lui faire passer ses envies de révolte et lui inculquer les idées d'obéissance.

Les communistes ne peuvent qu'être opposés au retour de cette corvée pour les jeunes prolétaires. Non seulement, le service national dégraderait **leurs conditions de vie** en les soumettant à l'**abrutissement** de la vie militaire ou au **travail forcé**, mais il marquerait un **embrigadement généralisé** des jeunes hommes et des jeunes femmes, tout en évitant de les familiariser avec le **maniement des armes**... Ce service national servirait donc à parachever le travail de contrôle social de l'école bourgeoise.

Œuvrant sur tous les terrains à la rupture des liens qui enchaînent le prolétariat à la classe ennemie, en particulier la fausse unité nationale dont l'armée bourgeoise se veut l'expression, les communistes révolutionnaires doivent propager et défendre les principes de l'**antimilitarisme prolétarien**. Les prolétaires doivent refuser de marcher dans la combine de la «cohésion nationale». La perspective de leur libération est l'armement du prolétariat et l'armée de classe pour faire la révolution et défendre la dictature du prolétariat.

POUR LA DÉFENSE CLASSISTE DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE SCOLARISÉE

La jeunesse ouvrière doit lutter pour de meilleures conditions matérielles d'étude. Le caractère conservateur des revendications étudiantes ou lycéennes pour le «droit aux études» ne disqualifie pas les revendications matérielles de la jeunesse malgré toutes les illusions existantes.

Mais pour les communistes, ces revendications n'ont de sens que pour

aider les familles prolétariennes ou laborieuses et qu'en dénonçant le principe mensonger de «l'égalité des chances» et du «droit à l'éducation» qui exprime en réalité la volonté bourgeoise d'exploiter au mieux toutes les capacités individuelles pour satisfaire rationnellement les besoins du capital en ingénieurs, gestionnaires, techniciens, professeurs, etc.

C'est pourquoi les communistes s'opposent à tous les frais d'inscription, à toutes les dépenses engendrées par les études et non remboursés (achat des livres ou de matériel scolaire, frais de cantine, et de transport...), à toute discrimination par l'argent ou autre moyen, envers les jeunes issus de couches prolétariennes.

Défendre les conditions d'étude des jeunes prolétaires doit se faire sans rien céder aux mythes de l'école républicaine ou émancipatrice. Si le désir d'obtenir une meilleure qualification par des études est une aspiration normale des prolétaires qui veulent vendre au meilleur prix leur force de travail, les communistes doivent sans relâche expliquer que la seule «garantie» pour améliorer sa condition n'est pas à chercher dans l'obtention de diplômes, mais dans la lutte collective, de classe, contre le capitalisme.

POUR LA DÉFENSE CLASSISTE DES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION

En vertu des mêmes principes classistes, les revendications des enseignants doivent être orientées sur le terrain de classe: réduction de la charge de travail (nombre de classes par professeurs et d'élèves par classe), baisse du temps de travail et refus des tâches supplémentaires (réunions diverses et variées), refus des heures supplémentaires, défense du salaire et augmentations uniformes pour tous, abaissement de l'âge de départ à la retraite, unité avec les catégories inférieures en particulier le personnel ouvrier, administratif ou technique, titularisation des précaires, refus des divisions corporatistes et des hiérarchies, rejet du flicage par les chefs d'établissement et les inspecteurs...

C'est seulement avec des revendications classistes de ce type que les travailleurs de l'éducation pourraient inscrire leur combat dans la lutte générale contre l'exploitation capitaliste. Sur ces bases, et seulement sur celles-ci, pourrait être recherché, non pas le soutien des parents d'élèves en général, mais la solidarité de classe des prolétaires.

Une orientation de ce type ne peut qu'être en rupture totale avec le colla-

borationnisme syndical englué dans la défense de l'école capitaliste (au nom de l'intérêt général, de la République ou de la laïcité) et dans l'intégration à l'institution à travers une multitude de formes de concertation ou de paritarisme.

POUR GAGNER, LUTTER AVEC DES MÉTHODES DE CLASSE

Par le passé, la jeunesse scolarisée a réussi – lors de la lutte contre le CIP en 1994 ou contre le CPE en 2006 – à vaincre le sentiment – dominant chez les travailleurs – de résignation et d'impuissance devant un ennemi qui semble trop fort.

Pour gagner et faire reculer le front patronat-gouvernement, une lutte doit être d'ampleur, doit tourner le dos aux négociations et ne doit pas hésiter à rendre coup pour coup face à la violence qui lui est imposée.

La bourgeoisie vit toujours dans la crainte d'un mouvement de colère incontrôlable – par ses flics, son «opinion publique» ou ses bonzes syndicaux – de la classe ouvrière. Il dépend des travailleurs eux-mêmes de surmonter leur démobilisation, de se rappeler de la force qu'ils ont été capables de démontrer par le passé, lorsqu'ils ont mené les batailles sur leur terrain, le terrain de la lutte directe.

Pour vaincre et faire trembler les patrons et les bourgeois, il faudra **opposer la détermination à la détermination de l'ennemi, la force à la force et surtout l'organisation de classe à l'organisation traîtresse de l'opportunisme.**

Sans une organisation et une direction de classe, les mobilisations de millions de personnes, les luttes les plus massives, seront toujours inévitablement récupérées, détournées et finalement réduites à l'impuissance.

Cela ne signifie pas que toutes les luttes sont condamnées d'avance à l'échec, qu'il n'a rien à faire tant que ne se seront pas reconstituées des organisations de classe et l'état-major qui les guide, le véritable parti communiste, révolutionnaire.

Mais cela veut dire que pour être victorieuses toutes les luttes doivent se libérer de la domination collaborationniste, réformiste (que ce soit celle des partis et syndicats traditionnels ou de leurs concurrents d'«extrême» gauche) et se donner des orientations et une direction classistes. Cela veut dire que c'est au feu de cet affrontement politique et pratique avec la bourgeoisie et son allié le collaborationnisme, que les éléments d'avant-garde ressentiront le besoin du parti en même temps que la possibilité réelle

de travailler à sa reconstitution.

A BAS L'ÉTAT BOURGEOIS ET SON ÉCOLE ! VIVE LA RÉVOLUTION COMMUNISTE !

Les communistes ont un programme invariant et clair depuis le Manifeste de 1848: ayant définitivement condamné le projet réformiste d'une conquête progressive et parlementaire du pouvoir d'État et de ses différences instances, ils orientent toute leur propagande et toute leur activité dans la perspective de la nécessaire destruction de la société bourgeoise.

C'est au parti de classe international de regrouper l'avant-garde ouvrière sur la base de son programme, du matérialisme historique et des principes du communisme révolutionnaire.

C'est à la dictature du prolétariat qu'incombera la tâche exaltante de tracer la voie de l'organisation rationnelle des rapports entre les hommes sur le fond de la liquidation de l'actuelle division du travail, opposant le travail manuel au travail intellectuel.

Et alors dans la société communiste, comme l'écrivait Marx: *«l'éducation de l'avenir unira pour tous les enfants au dessus d'un certain âge le travail productif avec l'instruction et la gymnastique et cela non seulement comme méthode d'accroître la production, mais comme la seule et unique méthode de produire des hommes complets»* (9).

(1) «Emploi et classes moyennes: la fin des échappatoires» dans «Le capitalisme a-t-il un avenir?», Editions La Découverte.

(2) «Mobilisation contre l'école du tri social de l'université à la maternelle... une fenêtre de tir contre Macron», *L'Anticapitaliste*, 8/2/18.

(3) «Sélection, privatisation, rentabilité des services publics: c'est non!», éditorial de *Lutte Ouvrière*, 8/2/18

(4) «Universités: Sélection, la ligne rouge à ne pas franchir», *Alternative libertaire*, octobre 2017

(5) «L'Éducation nationale au service du patronat», *Le Fil rouge*, février 2018

(6) Supplément à *Combattre pour le Socialisme*, 26/1/18.

(7) «Sélection à l'université, destruction du bac: deux volets d'une même offensive», *Informations Ouvrières*, 25/1/18.

(8) Appel.pétition «Ne touchez pas au Baccalauréat!» du 16/1/18.

(9) «Le Capital», livre I, tome II, p. 162, Editions Sociales, 1969

« Il Comunista »

Nr.151 - Dicembre 2017

Nell'interno

- Viva l'Ottobre Rosso, di ieri e di domani!
- Particolarismo catalano esasperato contro unità borghese della Spagna. Il proletariato ha una sola risposta: il nemico è in casa, è la propria borghesia, unitaria o regionalista che sia!
- Stati Uniti d'America. I proletari immigrati sotto tiro
- Lotta al caporalato? Borghesia e forze opportuniste lo «combattono» istituzionalizzandolo!
- Ma quali pensioni?
- Repubblica di Catalogna o Spagna Unita: false alternative
- Elezioni in Catalogna. Partiti «nazionalisti» e partiti «costituzionalisti» con un unico obiettivo: mantenere il proletariato nelle illusioni elettorali, democratiche e legalitarie
- Nello sforzo comune di difendere la teoria marxista e il patrimonio politico della Sinistra comunista, proseguiamo il lavoro di assimilazione teorica vitale per il partito. (4)
- I problemi rivoluzionari in America (di Bill Haywood) («l'Ordine Nuovo», in due puntate, 25 e 28 agosto 1921)
- Massacro a Las Vegas
- Soldati che muoiono a causa dell'uranio impoverito
- Ricordando Libero

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 8 €, 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 16 €, 50 CHF; £ 12

«Programme communiste»

Revue théorique du parti
communiste international

No 104 (Mars 2017)

- Le Moyen-Orient et l'impérialisme (1)
- Les causes historiques du séparatisme arabe
- Russie et révolution dans la théorie marxiste. Première partie. Révolution européenne et aire «Grand-slave» (1)
- Histoire de la Gauche communiste:
 - La question du Front Unique (3)
 - Rapport du Comité Exécutif du Parti Communiste d'Italie sur la tactique du parti et la question du Front Unique
- Éléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (4)
- Manifeste de la Fraction Italienne de la Gauche Communiste (Extraits du Manifeste la Fraction après son Congrès de 1935)
- À bas toutes les patries: la fasciste, la démocratique, la soviétique ! Vive la lutte du prolétariat mondial pour la révolution dans tous les pays ! (Manifeste de la Fraction pour le premier mai 1935. Extraits)

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA + Cdn US \$ 4 / Amérique Latine US \$ 1,5 / Algérie 100 DA Maroc 20 MAD

Le capitalisme mondial de crise en crise (1)

en citant sarcastiquement les descriptions des crises par les économistes: «Les affaires sont toujours parfaitement saines et elles se développent de la façon la plus prospère jusqu'à l'arrivée brutale et inopinée du krach» (1).

(Suite de la page 1)

En ce début d'année 2018, les grands et moins grands économistes bourgeois manifestaient en effet un optimisme bruyant: dix ans après l'éclatement de la «grande récession», la croissance serait solidement de retour. Donnons un seul exemple, celui de la directrice du FMI qui déclarait dans un interview à la fin de l'année dernière que la tendance à la reprise économique qui était apparue en 2017, allait se confirmer en 2018 et même que «l'économie mondiale reviendra au taux moyen des deux décennies qui ont précédé la grande crise financière de 2007-2008» (2).

Les chiffres semblent corroborer cet optimisme. Alors que l'année 2016 avait commencé par des chutes des bourses, l'effondrement des prix du pétrole et d'autres matières premières, un ralentissement économique certain, la récession redoutée ne s'est pas confirmée au niveau mondial. Tout s'est passé comme si le capitalisme mondial avait rejeté sa crise sur les pays dits périphériques.

Il ne s'agit évidemment pas d'une action consciemment prévue et réalisée; mais les grands impérialismes qui dominent la planète disposent de moyens et de ressources pour différer dans une certaine mesure, ou tenter d'amortir, les crises et de relancer leur machine économique, que n'ont pas les pays qui dépendent économiquement d'eux. Épargnant les pays capitalistes centraux, la crise n'a ainsi frappé, plus ou moins fortement, que les pays producteurs de matière première comme, par exemple en Amérique Latine, le Brésil et le Venezuela, en Afrique le Nigeria et l'Afrique du Sud ou, en Europe, la Russie (impactée également par les sanctions occidentales imposées après l'annexion de la Crimée).

L'Europe, l'Amérique du Nord, le Japon, etc., ont connu une croissance inégale, parfois une stagnation économique, mais ne sont pas entrés en récession.

CYCLE DES CRISES

Dans ses études du capitalisme, Marx a mis en évidence l'existence de crises économiques, plus ou moins intenses et dévastatrices, mais qui reviennent de façon régulière. Cette répétition des crises est la manifestation des contradictions internes au capitalisme, sys-

tème économique incapable par nature d'avoir un développement économique harmonieux; chaque entreprise en concurrence avec chaque autre produit en aveugle pour le marché et comme celui-ci n'est pas facilement extensible, l'augmentation de la production selon les règles de la loi du profit, débouche inévitablement sur une crise de surproduction.

Marx explique: «*On ne produit pas trop de substances proportionnellement à la population existante. Au contraire (...). On ne produit pas trop de moyens de production pour occuper la fraction de la population apte au travail. Au contraire (...). Mais on produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste, c'est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosions se répétant sans cesse.*

On ne produit pas trop de richesses. Mais on produit périodiquement trop de richesses sous ses formes capitalistes, contradictoires» (3). Les crises économiques sont la démonstration du caractère limité de la production capitaliste, qui entre en contradiction avec les besoins de la société humaine: «*on voit qu'elle n'est pas un système de production absolu, mais un simple mode historique de production correspondant à une certaine époque de développement restreint des conditions matérielles de production.*

Ces crises économiques se répétaient en moyenne une fois tous les dix ans à l'époque de Marx. Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, leur périodicité a eu tendance à se raccourcir, pour tomber parfois à 5 ans. L'extension du marché mondial avec l'accroissement de l'importance du commerce international et des flux financiers transfrontaliers pour la plupart des pays, a fait augmenter leur simultanéité et a accru leur puissance. Mais il n'y a cependant pas de règle fixe, des facteurs extérieurs au seul champ économique intervenant pour ralentir ou accélérer leur rythme, pour accroître ou atténuer leur intensité.

La crise du début des années 90 fut

d'abord marquée par une récession économique dans les pays anglo-saxons en 90-91, puis la chute économique brutale en l'Europe continentale à l'hiver 92-93, amplifiée par une politique économique déflationniste la transforma en crise mondiale entraînant la plongée du Japon dans le marasme en 1993.

Elle fut suivie par la crise économique des pays exportateurs du sud-est asiatique en 1997, qui se propagea à la Russie en 1998. Mais au niveau mondial la crise ne se manifesta qu'en 2000-2001 avec l'éclatement de la «bulle internet»: en fait c'est la récession qui fit éclater la bulle spéculative et non l'inverse.

La reprise économique qui suivit fut laborieuse, tirée essentiellement par le recours massif au crédit (et aux Etats-Unis par la guerre en Irak qui fut un puissant stimulant du complexe militaro-industriel); les fameuses «subprimes» (prêts bancaires risqués car s'adressant à une clientèle peu solvable) qui se soldèrent par de fortes pertes pour les banques, ne furent que la partie la plus visible de la crise de la dette qui éclata dès que le ralentissement économique se fit sentir et déboucha sur la grande crise de 2008.

Cette dernière ébranla le système bancaire et financier international et fit plonger la production comme cela n'avait pas été le cas depuis les années trente du siècle précédent. Mais l'intervention massive des Etats permit le sauvetage des banques et autres institutions financières (y compris par leur nationalisation) et l'arrêt de la crise: plans classiques de «relance économique» financés par des emprunts d'Etat et des déficits budgétaires, baisse des «taux directeurs» des Banques centrales pour faire baisser les taux d'intérêt, etc.; mais aussi et surtout adoption de mesures dites «non conventionnelles» («assouplissement quantitatif» dans le langage abscons des économistes) qui consistent en fait à créer de la monnaie à destination des marchés financiers.

Ces dernières mesures ont été adoptées dès 2008 aux Etats-Unis et dès 2009 en Grande-Bretagne; elles ont été prises en 2013 et 2015 respectivement au Japon et en Europe en raison du marasme économique persistant dans ces deux régions.

En fournissant des liquidités aux banques par le rachat de titres sur les marchés financiers (y compris des «créances douteuses», c'est-à-dire des prêts bancaires irrécouvrables), ces mesures ont permis de les consolider, d'aider à rétablir les échanges inter-bancaires (quasiment gelés au plus fort de

la crise), de faciliter le rétablissement du crédit et de réactiver l'économie dans son ensemble (5).

«STAGNATION SÉCULAIRE» OU SUPRODUCTION CHRONIQUE ?

La reprise économique s'est bien concrétisée, mais elle a été «anormalement faible», au point qu'est apparue (ou réapparue) la thèse d'une «stagnation séculaire». Cette notion, qui est née semble-t-il dans les années trente, fait référence à des périodes historiques de longue durée au cours desquelles la croissance économique est faible, comme lors de la fin du dix-neuvième siècle (du krach de 1873 à 1894) ou entre les deux guerres mondiales. D'après les tenants de cette conception, nous serions maintenant entrés dans une telle période. Il est vrai que le capitalisme ne connaît plus, à l'échelle mondiale, de croissance soutenue. Selon les chiffres du FMI la croissance annuelle moyenne du PIB des grands pays capitalistes, qui était de 2,8% avant la crise de 2008 (et à 5,4% dans les années soixante du siècle dernier, époque bénie pour la croissance capitaliste!), est tombée à 1,6% par la suite. Les économistes du FMI ou d'autres estimaient que «la croissance potentielle» avait diminué, dès la crise de 2000 dans les pays capitalistes les plus développés, et depuis la crise de 2008 dans les autres. Quant aux causes de cette diminution, ils en donnent des explications les plus absurdes (6).

Comme disait *Le Manifeste Communiste*, le capitalisme ne surmonte ses crises qu'en préparant des crises plus graves. La crise de 2008 a pu être surmontée et la reprise économique a pu se produire grâce au recours massif au crédit qui représente un élargissement artificiel du marché; plus particulièrement sous la forme d'un endettement croissant des Etats, en plus de celui des entreprises et des particuliers.

L'endettement international a désormais atteint un niveau record (7); notamment la «montagne de dettes» qui alimente l'économie chinoise «devient dangereuse» pour l'économie mondiale, selon le FMI (8).

L'afflux de liquidités dans le circuit économique et les bas taux d'intérêts ont servi sans doute à doper le capitalisme essoufflé; mais ils ont été aussi à la source de bulles spéculatives, les banques et autres grandes sociétés financières étant à la recherche d'investissements profitables, en raison des difficultés à les trouver dans ce qu'on appelle «l'économie réelle» où les profits restent encore trop peu élevés.

C'est ainsi que s'explique la vogue

des «crypto-monnaies», comme le «bitcoin» (il s'agit de monnaies entièrement spéculatives car elles sont très peu utilisables pour acheter ou vendre quelque chose); ou, moins anecdotique, un renouveau de la spéculation sur les matières premières et surtout la hausse continue des bourses. Cette dernière hausse est presque complètement déconnectée de la marche de l'économie: on enregistrait ainsi près de 33% de hausse pour Wall Street depuis le début 2017 au moment de son dernier record, le 25 janvier, soit une augmentation plus de dix fois supérieure à celle de l'économie américaine (9)!

Les bulles spéculatives éclatent inévitablement (l'effondrement du bitcoin – -70% au 6 février par rapport à son record de mi-décembre – et des autres crypto monnaies, a été aussi spectaculaire que leur hausse antérieure), et elles ont tout aussi inévitablement un retentissement plus ou moins marqué sur l'économie; mais il serait faux d'en conclure que la racine des crises se trouve dans la spéculation, dans l'avidité des banquiers ou financiers sans scrupules, etc.

En réalité la cause des crises économiques réside dans la surproduction, même quand la spéculation en est le facteur déclenchant. Marx et Engels expliquaient que la spéculation «*surgit régulièrement dans les périodes où la surproduction bat déjà son plein. Elle fournit à la surproduction des débouchés momentanés. Elle hâte en même temps l'irruption de la crise et en augmente la violence. La crise elle-même éclate d'abord là où sévit la spéculation et ce n'est que plus tard qu'elle gagne la production. L'observateur superficiel ne voit pas la cause de la crise dans la surproduction. La désorganisation consécutive de la production n'apparaît pas comme le résultat nécessaire de sa propre exubérance antérieure mais comme une simple réaction de la spéculation qui se dégonfle*» (10).

Citons la phrase bien connue du *Manifeste Communiste*:

«*Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises? D'un côté en détruisant par la violence une masse de forces productives; de l'autre en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens.*»

Pour que la reprise économique soit vigoureuse, il faut que la destruction des forces productives – sous forme de faillites d'entreprises, de fermetures d'usine, de licenciements de prolétaires, etc. – et/ou que la conquête de nouveaux marchés et l'exploitation plus intensive des anciens soient suffisamment importantes. Le recours aux défi-

cits, au crédit est un moyen facile pour obtenir une exploitation plus intense des marchés ou la création de nouveaux; mais l'économie de crédit ne peut suffire à la longue à surmonter l'engorgement des marchés si la surproduction chronique qui est la cause de cette atonie des reprises économiques qui trouble tant les économistes, n'a pas été supprimée – ce que, en dernière instance, seul un conflit mondial peut réaliser.

En attendant, les risques du recours massif au crédit deviennent de plus en plus menaçants si la croissance ne finit pas par redémarrer solidement (11). Estimant que cette reprise était bien en cours, la FED a annoncé à la fin de l'année dernière l'arrêt de sa politique de bas taux d'intérêt, tandis que, plus prudente, la Banque Centrale Européenne a seulement annoncé la réduction progressive de sa politique d'injection de liquidités dans l'économie.

Mais le malade capitalisme pourra-t-il résister au sevrage de sa drogue de l'argent facile, au prix de quelques chutes boursières, ou retombera-t-il en syncope?

* * *

Il s'est passé dix ans depuis le déclenchement de la dernière crise économique mondiale, ce qui constitue un

(Suite en page 12)

A NOS LECTEURS

L'augmentation incessante des frais d'imprimerie et plus encore des frais postaux nous a conduit à décider de modifier le format de publication de notre journal.

Dorénavant *Le Prolétaire* est publié sous format A4, comme le sont déjà *El Proletario*, *Proletarian* et le *suplemento Venezuela*. L'économie substantielle ainsi réalisée permettra d'éviter que soit menacé le développement de notre activité par des contraintes financières.

Nous profitons de l'occasion pour réitérer l'appel à nos lecteurs et sympathisants à soutenir notre action en s'abonnant à la presse et en souscrivant à la souscription permanente. Le parti a besoin de votre soutien!

Souscrivez pour la diffusion de la presse du parti!

Abonnez-vous, ré-abonnez-vous!

Le capitalisme mondial de crise en crise

(Suite de la page 11)

des deux cycles les plus longs depuis 70 ans: la fin du cycle est donc prochaine, même si des mesures massives de soutien aux entreprises et à l'économie comme celles annoncées récemment par Trump (baisse importante des impôts, relance des dépenses militaires, grands travaux etc.) peuvent le prolonger en accroissant les bénéfices des grandes entreprises. Ces mêmes mesures sont d'ailleurs également grosses de risques économiques à terme en creusant le déficit budgétaire américain qu'elles pourraient porter à près de mille milliards de dollars dès l'an prochain (12).

Les dix ans écoulés ont vu une modification des rapports de force entre les grandes puissances capitalistes: la crise révèle crûment les forces et les faiblesses de uns et des autres, comme nous verrons dans un prochain article. Les rivalités économiques ne cessent de s'aggraver – pour s'en convaincre, il suffit de considérer les initiatives du gouvernement américain, qu'il serait particulièrement stupide d'attribuer aux fougades de Trump. Celui-ci agit dans tous les domaines conformément aux besoins de grandes entreprises et de puissants groupes d'intérêts américains qui se sentent menacés par leurs concurrents étrangers, qu'ils soient chinois, européens, canadiens ou autres.

Et ces heurts d'intérêts sont fatalement destinés à passer du domaine économique au domaine politique et en définitive au domaine militaire. La relance des dépenses militaires que l'on constate dans de nombreux pays du monde n'a pas d'autre cause.

Mais la crise ébranle aussi le statu quo social et les rapports de force entre les classes; 2018 a commencé par les manifestations et les émeutes en Tunisie et en Iran. C'est de bon augure pour la suite; cependant tant que le prolétariat n'aura pas retrouvé la force de s'organiser et de lutter sur des bases de classe, il restera la victime sans défense contre le capitalisme, en temps de crise comme en temps de prospérité.

(A suivre)

(1) «Le Capital», Livre III, ch. XXX, Capital-argent et capital réel, Editions Sociales 1976, p. 447.

(2) Interview de Christine Lagarde,

Le Journal du Dimanche, 30/12/2017.

(3) «Le Capital», Livre III, ch. XV, 3. Ed. Sociales 1976, p. 251.

(4) Ibidem, p. 252.

(5) «Après avoir ramené ses taux d'intérêt [prix de l'argent prêté] à près de zéro en décembre 2008 –en pleine crise financière–, la Fed [banque centrale américaine] a injecté plus de 3000 milliards de dollars dans l'économie dans le cadre de son programme d'assouplissement quantitatif» Reuters, 26/7/2017. Pour fixer les idées cette injection de liquidités pendant presque 10 ans est équivalente à près de 20% du PIB annuel des Etats Unis.

(6) «Le mauvais pressentiment des individus» se rappelant la crise de 2008 expliquerait ainsi cette «stagnation séculaire» selon le prix Nobel d'économie (ou de stupidité?) R.J. Shiller...

(7) Selon l'Institute of International Finance, cet endettement était à la fin de l'année dernière de 226 000 milliards de dollars (équivalent à plus de trois fois le PIB mondial). En particulier les «pays émergents» devront rembourser ou «refinancer» (en empruntant à nouveau) cette année 1700 milliards cf *BFM Business*, 26/10/17. Face à ces chiffres, la Banque des Règlements Internationaux avertissait d'un risque de krach, cf BRI, Rapport trimestriel, décembre 2017.

(8) cf FMI, China Country Report, 12/8/17. Le gouverneur de la Banque centrale chinoise a lui-même officiellement averti qu'il existait des risques financiers «nombreux, vastes, cachés, complexes, contagieux et dangereux» dans l'économie de son pays. cf *Bloomberg News*, 4/11/17

(9) cf *The Economist*, 27/2/17. Les bourses japonaise et européennes avaient connu des augmentations du même ordre, les records étant détenus par l'Italie (44% de hausse à la bourse de Milan) et surtout l'Autriche avec une

hausse de près de 65%! Deux jours à peine avant la chute de Wall Street, la Banque d'investissement Natixis publia un n° de son bulletin «Flash Economie» qui fit sensation; son titre était en effet: «La dynamique du capitalisme est aujourd'hui bien celle que Marx avait prévu». Sa conclusion était la suivante: «cette dynamique aboutit nécessairement d'une part à la hausse des inégalités de revenu, d'autre part à des crises financières». cf *Flash Eco* n°130, 2/2/18. Les journalistes du *Monde* répliquèrent doctement qu'aucune crise financière n'était aujourd'hui possible...

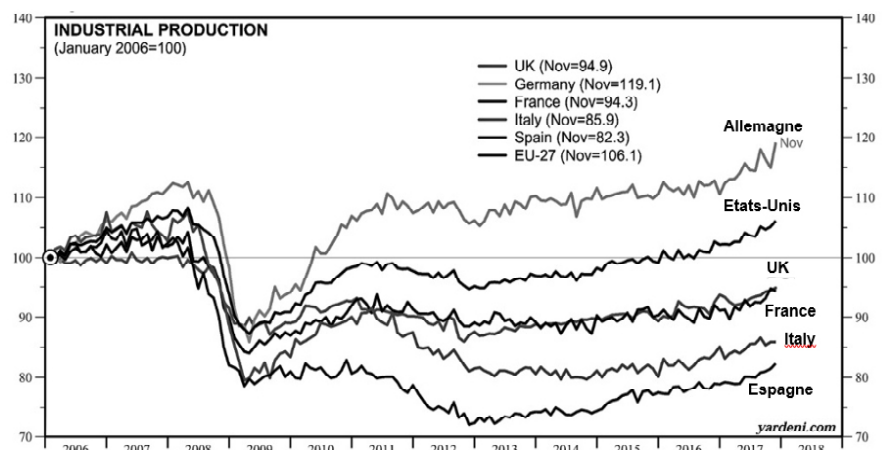
Les banquiers de Natixis ne sont pas devenus marxistes: ils avertissent les investisseurs d'une situation qu'ils jugent dangereuse. Dans un autre n° ils s'inquiètent de la possibilité d'une «révolte des salariés» contre les bas salaires.

(10) Marx Engels, «Revue de mai à octobre 1850» in «Marx Engels. La crise», Ed. 10/18 1978, p. 95. Cet article se fixait comme but d'analyser «la base réelle» sur laquelle s'étaient produites les révolutions et les contre-révolutions en Europe.

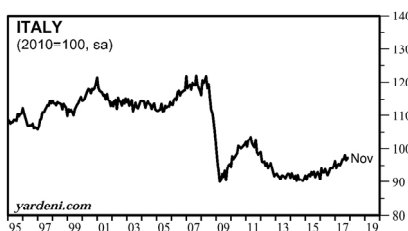
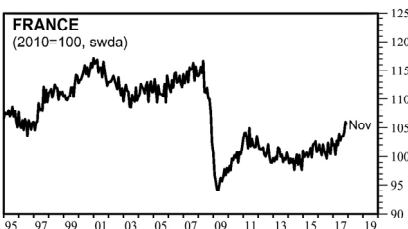
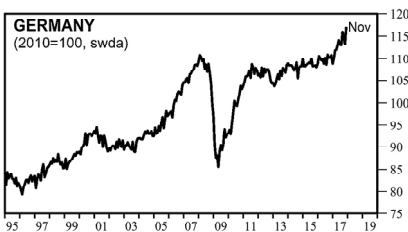
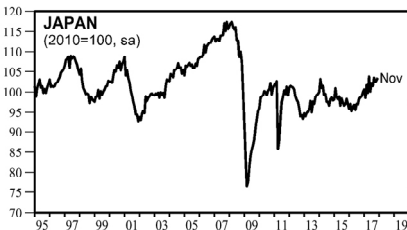
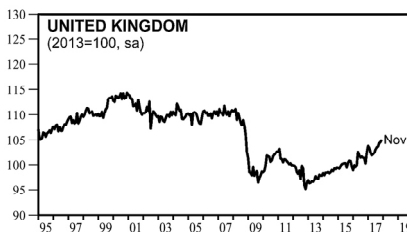
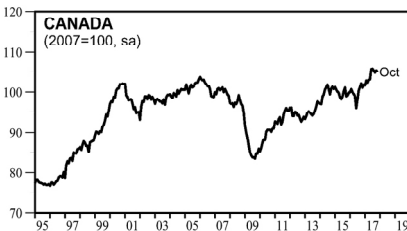
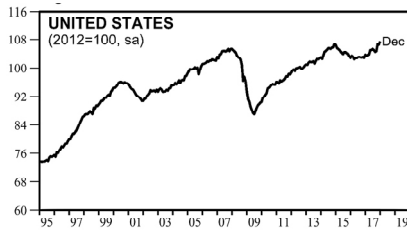
(11) Une forte reprise économique permettrait de payer ces montagnes de dette. Sinon, d'après la grande Banque suisse UBS, au cas où une nouvelle crise éclaterait, les autorités monétaires des grands pays pourraient en théorie être contraints de baisser les taux d'intérêts jusqu'à -4 ou -5% pour faire redémarrer l'économie – avec toutes les conséquences sur la désorganisation des flux financiers, économiques et monétaires de ces mesures extrêmes. cf www.capital.fr/votre-argent/a-la-prochaine-crise-les-taux-dinteret-pourraient-tomber-a-5-selon-ubs-1258724

(12) Ce serait le résultat si le projet de budget du gouvernement Trump présenté à la mi-février était adopté.

Indice de la production industrielle: Comparaison de 6 pays du G8. Seule l'Allemagne a retrouvé son niveau d'avant crise de 2008 et joue donc le rôle d'une des principales locomotives du capitalisme mondial.



Indice de la production industrielle des pays du G8 (sans Russie)



(Source des graphiques: Yardeni Research, Inc)

Viol impérialiste de la Centrafrique

Les médias et les politiciens bourgeois (ainsi que toute une partie de l'«extrême» gauche) se sont enflammés pour la mode «balance ton porc», englués dans une dénonciation interclassiste des violences faites aux femmes. Les plumitifs bourgeois ont pu se féliciter que la «parole se libère» mais lorsque des militaires français accusés d'avoir violé des enfants en Centrafrique ont obtenu un non-lieu de la «justice» bourgeoise, ce fut l'omerta.

Plusieurs Casques Bleus avaient été accusés du viol d'une enfant en République centrafricaine, tandis que 14 militaires français avaient été mis en cause dans celui de six autres, âgés de 9 à 13 ans, perpétrés en échange de nourriture, entre fin 2013 et juin 2014. L'ampleur du scandale avait déjà contraint à la démission Babacar Gaye, le chef de la Mission des Nations Unies en Centrafrique). Ce sont eux qui ont été blanchis récemment.

Cette affaire n'est pas une bavure mais un des symptômes du règne sanglant de la bourgeoisie française sur les masses d'Afrique subsaharienne.

UN PAYS SAIGNÉ PAR LA COLONISATION

Les colonisateurs français ont conquis l'actuel territoire de la Centrafrique et l'ont appelé l'Oubangui-Chari. Il formait, avec le Gabon, le Tchad et une partie du Congo, l'Afrique équatoriale française (AEF). La bourgeoisie française a transformé ce petit territoire en véritable baignoire pour les populations locales.

En 1899, le territoire est largement concédé à une quarantaine de sociétés privées qui faisaient commerce de l'ivoire et du caoutchouc. Les autorités coloniales leur livraient des territoires mais également les hommes présents, considérés comme leur propriété.

A cette exploitation quasi-esclavagiste, s'ajoutaient des travaux forcés (entretien des pistes ou récolte du caoutchouc) et le «portage». Pour pallier au manque d'infrastructures de transport, les sociétés privées réquisitionnaient – avec le soutien des autorités coloniales – les populations pour transporter à dos d'homme leurs marchandises. Quasi-gratuitement et sans être nourris ou logés, les porteurs devaient parcourir des dizaines voire des centaines de kilomètres avec des charges qui pouvaient aller jusqu'à 30 kg.

Le «portage» a pris fin quand la bourgeoisie française a eu besoin de main d'œuvre pour ses autres projets, en particulier la construction de la ligne de chemin de fer Congo-Océan. Sa construction fit plus de 20 000 morts parmi les ouvriers, en partie à cause de la pingrerie des colonisateurs qui ne voulaient pas investir dans des machines. Au travail forcé s'ajoutait la réquisition des produits agricoles.

Ce système colonial était bâti sur la terreur: des miliciens armés kidnappaient les hommes dans les villages avant qu'ils ne soient acheminés vers des camps de travail, avec de lourdes pertes

pendant le trajet. Dans les champs ou sur les chantiers, s'abattaient sur eux la terreur patronale.

UN ETAT CRÉÉ PAR ET POUR L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

A la fin des années 1950, face à la montée des mouvements anticoloniaux, la bourgeoisie française a accordé l'indépendance formelle à ses colonies d'Afrique subsaharienne tout en maintenant sa domination sous une autre forme.

L'Oubangui-Chari sera transformé en Centrafrique. Ce processus s'opposait à l'idée que portait alors le leader nationaliste centrafricain Barthélémy Boganda, sous le nom des «États-Unis de l'Afrique latine» correspondant à l'AEF. Ce même Boganda disparut dans un attentat contre son avion, derrière lequel plane l'ombre des mains de la France. L'impérialisme français préférait dominer des petits États très dépendants – dont la Centrafrique enclavée – que d'avoir un État plus viable et plus puissant comme interlocuteur.

L'État français a donc maintenu sa domination. Les dirigeants centrafricains sont remplacés dès qu'ils nuisent aux intérêts de l'impérialisme français dans le pays. À plusieurs reprises, l'armée française est même intervenue directement pour remplacer un satrape par un autre un plus docile. C'est pourquoi différentes cliques politico-militaires se sont succédées, la plus délirante fut celle du sinistre Bokassa qui se fit proclamer empereur en 1977!

L'impérialisme français a ainsi pu préserver ses intérêts économiques, diplomatiques et stratégiques, grâce à ses nombreuses interventions militaires pour soutenir ou renverser les dirigeants du moment.

A l'ONU, les représentants de la
(Suite en page 14)

Viol impérialiste de la Centrafrique

(Suite de la page 13)

Centrafrique sont des soutiens sur lesquels la France peut s'appuyer pour défendre ses intérêts impérialistes. Mais surtout, la Centrafrique, petit pays de moins de 5 millions d'habitants, est un atout stratégique étant donné sa situation en plein cœur de l'Afrique.

RICHESSSES CENTRAFRICAINES ET PILLAGE IMPÉRIALISTE

Malgré la pauvreté de sa population et son faible développement économiques après plus d'un siècle de colonisation française, la Centrafrique possède des richesses non négligeables.

Son sous-sol est riche en or et en diamant mais aussi en uranium et en pétrole. Son territoire est traversé par une dizaine de fleuves et les précipitations sont abondantes, permettant une quantité d'eau disponible par habitant très élevée. La terre est naturellement fertile et produit café, coton, tabac, cacao, huile de palme, caoutchouc, canne à sucre, riz, thé, piments... La forêt centrafricaine occupe une superficie de 3,8 millions d'hectares.

Toutes ces richesses sont exploitées – c'est-à-dire pillées – par des sociétés étrangères en particulier françaises.

L'investissement capitaliste français est très important. BGI Castel est propriétaire de la Mocaf (production des boissons), de la Sucaf (production du sucre), de la Sodisca (distribution du sucre importé). Bolloré gère la distribution de l'eau, la production des cigarettes et le fret avec la concession du port de Douala. Total joue un rôle dans le stockage et la distribution des hydrocarbures. La succursale de Bureau Veritas s'occupe de la sécurité des recettes douanières provenant de l'exportation du bois, un des deux principaux produits d'exportation centrafricains. S'ajoutent également les intérêts d'Air France, d'Orange, de la CFAO (Compagnie française de l'Afrique occidentale) dans la distribution automobile...

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS DÉFEND SON «PRÉ CARRÉ»

Pendant une dizaine d'années, la bourgeoisie française a soutenu le président centrafricain François Bozizé. Ce pantin a été lâché par ses maîtres quand il a décidé de laisser d'autres puissances impérialistes – dont la Chine – avoir accès au butin centrafricain et de se rapprocher de l'Afrique du Sud.

Il a été renversé en mars 2013 par la Seleka, une milice d'opposants musulmans. En réponse, des milices se sont développées parmi les paysans chrétiens et animistes (80% de la population), les Anti-balaka – tout aussi réactionnaires et violentes que la Seleka. La Centrafrique a ainsi plongé dans une sanglante guerre civile dans laquelle le pompier pyromane français est militairement intervenu une fois encore (1).

L'opération militaire dite «Sangaris» a accentué le chaos. Les troupes françaises ont désarmé les milices Seleka et les Anti-balaka se sont sentis encouragés et ont multiplié les exactions contre les civils.

Les troupes africaines de la Misca (Mission internationale de soutien à la Centrafrique), déployées par l'Union africaine à la demande de Paris et soutenues par les soldats français, ont agi comme des gangs armés supplémentaires. Les soldats tchadiens, favorables aux ex-Séléka, et burundais, proches des anti-balaka, se sont même affrontés.

Malgré la signature d'un accord de cessez-le-feu en juillet 2014, les affrontements n'ont pas cessé. Officiellement dissous et transformés en partis politiques, Seleka et Anti-balaka continuent leurs violences contre des civils.

C'est dans ce contexte chaotique et extrêmement violent que les accusations de viols commis à l'encontre de la population se sont multipliées. L'ONU a recensé plus d'une centaine de cas, dont plusieurs commis par des soldats français.

L'intervention de l'impérialisme français a officiellement pris fin en novembre 2016 mais le pays est toujours aussi instable. L'autorité du gouvernement central a du mal à dépasser Bangui, la capitale. La partie Est du pays est contrôlée par des milices ex-Séléka, musulmanes, ou de seigneurs de guerre comme le général al Khatim, autoproclamé président. L'Ouest est aux mains des Anti-balaka, chrétiens. Les uns comme les autres rackettent, pillent, massacrent et terrorisent la population.

Un contingent français de 350 soldats est maintenu sur la base de M'Poko et continue d'encadrer les 10 000 soldats des troupes de la Minusca, la mission de l'ONU qui a succédé à la Misca. Des troupes françaises sont présentes dans les Etats voisins et ils peuvent intervenir rapidement.

CONTRE LA SUPERCHERIE DE LA DÉMOCRATISATION ET DU DÉVELOPPEMENT NATIONAL, RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE INTERNATIONALE!

Il n'y a aucune perspective réelle d'émancipation nationale ou de démocrat

cratisation en Centrafrique comme dans les autres pays pauvres. La période des révolutions nationales étant terminée depuis longtemps, c'est la révolution prolétarienne qui est désormais historiquement à l'ordre du jour dans le monde. La très grande faiblesse du développement industriel centrafricain (la petite industrie présente n'ayant en outre pratiquement pas résisté aux troubles), y compris par rapport aux pays voisins comme le Cameroun, fait que la classe ouvrière est très peu nombreuse; cependant le pays a connu et connaît périodiquement des luttes sociales.

Les dernières en date ont été celle des employés de la Socatel (Société étatique de Télécommunications) au début de 2017 pour obtenir le paiement des arriérés de salaire, celle des employés du Centre pédiatrique de Bangui fin août pour obtenir le paiement de 18 mois d'arriérés de salaire et en septembre celle des employés de la société Azur (Téléphonie) pour le paiement là aussi d'arriérés de salaire et l'amélioration des conditions de travail. Les luttes se heurtent chaque fois en Afrique au problème de la domination impérialiste. Seul un mouvement de nature classiste et international peut affronter l'infâme rapine de l'impérialisme français et des bourgeois autochtones; et seul le lien étroit avec les prolétaires de France et des autres pays de la région engagés dans la lutte révolutionnaire de classe, pourra donner la force nécessaire pour le vaincre.

Mais pour cela, il faudra l'organisation des prolétaires sur des bases indépendantes non seulement des prédateurs impérialistes et de leurs complices, indépendantes de toute politique de compromission et de renoncement à la lutte directe contre eux, mais aussi indépendantes des courants petits bourgeois qui rêvent d'un développement national autonome, autrement dit d'un développement capitaliste national autonome. En dehors du fait que le développement capitaliste ne peut en tout état de cause advenir que sur la base de la soumission aux exigences du marché mondial et d'un compromis avec telle ou telle puissance impérialiste, il implique inévitablement l'expropriation accélérée des masses paysannes et l'exploitation bestiale des prolétaires.

Les classes dominantes des pays anciennement colonisés n'ont pas, comme dans les pays impérialistes, les moyens suffisants pour accorder aux prolétaires et aux masses les menus avantages qui constituent la base matérielle de la paix sociale et qui permettent du coup de tolérer les manifestations,

rendues inoffensives, du mécontentement prolétarien. La «démocratisation» ne peut y être rien d'autre qu'une pâle chimère, incapable de masquer la brutale réalité de la dictature de la classe bourgeoise et de l'impérialisme.

Les prolétaires des métropoles impérialistes ont un rôle décisif à jouer pour aider les prolétaires des pays africains. La véritable solidarité avec eux passe par la reprise de la lutte de classe au sein des centres impérialistes afin d'abord de les affaiblir avant de pouvoir les renverser. Cela commence par la dénonciation claire de son propre impérialisme et de tous ses laquais, et par la rupture de tous les liens interclassistes qui les paralysent et les conduisent à soutenir ou à accepter les exactions de «leur» Etat.

Une tâche primordiale des communistes est de montrer au prolétariat d'ici que son intérêt immédiat et historique est de combattre les brigandages et les crimes de «leur» Etat en Afrique et ailleurs parce qu'ils renforcent la bourgeoisie et son appareil répressif, et qu'il leur faut tendre la main aux luttes des prolétaires et des masses pauvres africaines.

(1) Voir *Le Prolétaire* n° 506 (janvier-février-mars 2013).

**Suplemento Venezuela
N° 22 al N. 52 de
«el programa comunista»
Dicembre de 2017**

En este suplemento

- ¡Frente a la crisis capitalista, que empuja a la pequeña burguesía a la calle, el proletariado necesita su organización de clase independiente y su partido revolucionario!
- Dictadura proletaria y partido de clase
- La Asamblea Nacional Constituyente, tierra en los ojos de las masas proletarias...
- Brasil, entre crisis económica, rivalidades políticas y lucha de clases
- Default o no default, la cuestión es que el gobierno chavista hambre al proletariado para alimentar al sistema financiero internacional
- ¡El aumento de salario es una burla en forma de migajas!
- Pagar o no pagar la deuda es un falso dilema

Precio del ejemplar:

Europa: 0,5 €, 3 FS; América latina:
US \$ 0,5; USA y Cdn: US \$ 1.

Épidémie d'obésité au Mexique: American way of fat

GROS MEXIQUE, SI LOIN DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, SI PRÈS DE COCA-COLA !

Face à l'épidémie d'obésité et de diabète qui frappe les masses pauvres du Mexique, on pourrait sans mal parodier la célèbre formule prononcée, il y a plus d'un siècle, par le président mexicain Porfirio Diaz «Pauvre Mexique, si loin de Dieu, si près des États-Unis».

Alors que 5% environ de la population souffre encore de malnutrition dans les campagnes les plus reculées, l'obésité fait 80 000 victimes annuelles au Mexique, victimes qui s'ajoutent à celles de la sauvage exploitation des prolétaires dans les bagnes industriels ou agricoles, à celles de la misère qui règne dans les bidonvilles et les villages, à celles des violences liées au trafic de drogue et d'êtres humains, à celles de la répression étatique et patronales... Toutes ces innocentes victimes rappellent le caractère infâme et criminel du règne de la bourgeoisie au Mexique et ailleurs.

UN MAL MADE IN CAPITALISME

Le bilan de l'obésité est accablant. Au Mexique, les trois-quarts de la population sont en surpoids et un tiers est obèse.

Ce mal a explosé avec la mise en place de l'ALENA (Accord de Libre-Echange Nord-Américain, NAFTA en anglais) à partir de 1994. Il a créé un vaste espace de libre échange des marchandises entre les États-Unis, le Canada et le Mexique (accompagnée de mesures de contrôle de l'immigration).

Depuis sa naissance le capitalisme est toujours à la recherche d'un moyen de nourrir ses salariés au moindre coût, de façon à faire baisser le niveau des salaires ou au moins de le contenir au niveau le plus bas possible: le salaire correspond en effet au prix des moyens de subsistance nécessaires au maintien et à la reproduction de la force de travail. Tous les pays capitalistes (à commencer par le berceau du capitalisme, la Grande Bretagne avec ses *Fish and chips*) ont donc été contraints d'affronter et de résoudre ce problème de fournir une alimentation de base indispensable à ses esclaves salariés, sans se soucier bien sûr de sa qualité.

Mais les États-Unis, la puissance capitaliste dominante depuis des décennies et des décennies, eux, ont mis au point la solution la plus complète et la plus satisfaisante pour le capital; cela

avait commencé avec de grandes campagnes organisées par l'Etat pour répondre aux besoins... des sociétés agroalimentaires dès le dix-neuvième siècle, et plus tard par le développement à grande échelle de la production industrielle de produits alimentaires, depuis le *corned beef* d'autrefois jusqu'aux plus modernes Fast Food. Cela lui a permis de conquérir une bonne part du marché international de la nourriture à destination des prolétaires et des masses pauvres.

L'ouverture des frontières du Mexique a fait déferler sur le pays une énorme quantité de cette «malbouffe». Les taxes sur le fructose industriel ont diminué et la vente de boissons sucrées a triplé jusqu'à constituer aujourd'hui 10 % des calories consommées par les Mexicains. Le prix des produits transformés à haute teneur en calories a baissé. Dans le même temps, le salaire annuel moyen a régressé, passant de 16 000 dollars en 1994 à 15 300 en 2016. Pour survivre, les masses déshéritées se sont tournées vers cette «malbouffe» industrielle devenue facilement disponible; elles ont abandonné leur régime alimentaire traditionnel devenu trop onéreux qui reposait sur des productions locales sans ajout de graisse, de sel ou de sucre.

Cette situation a accéléré la destruction de la petite agriculture mexicaine par la concurrence de son voisin impérialiste.

Le capitalisme se développe toujours au détriment de l'agriculture; cette loi du mode de production capitaliste s'est vérifiée dans les conditions particulières du Mexique où la classe dominante bourgeoise a «choisi» de sacrifier de vastes pans de l'agriculture en contrepartie du développement d'une industrie délocalisée des États-Unis – notamment les fameuses *maquiladoras* où règne l'exploitation la plus grande (le salaire moyen y est maintenant inférieur au salaire chinois). Le Mexique est ainsi devenu un exportateur de produits industriels principalement à destination des États-Unis (le premier poste étant les automobiles). Alors qu'en 1994 il avait un déficit de sa balance commerciale avec eux, il enregistre maintenant un énorme excédent (64 milliards de dollars en 2016); cela a d'ailleurs provoqué l'ire de l'administration Trump qui veut remettre en question l'ALENA.

Mais de l'autre côté, l'ALENA a entraîné la perte de près de 5 millions d'emplois agricoles et mis en jachère 2 millions d'hectares. L'exode rural qui a sui-

(Suite en page 16)

Mexique...

(Suite de la page 15)

vi de 6 millions de personnes s'est en partie dirigé vers les Etats-Unis (c'est le cas de 2 millions d'entre eux) où de nombreux prolétaires mexicains (légaux ou illégaux) sont employés... dans l'agriculture! Le Mexique est passé de l'auto-suffisance alimentaire à une très forte dépendance aux importations en provenance des États-Unis.

Cependant le Mexique enregistre également depuis quelques années un excédent dans les échanges commerciaux agricoles avec son voisin du Nord (environ 1 milliard de dollars par an). Les associations d'agriculteurs américains se plaignent que l'ALENA ait fait disparaître plus de 250 000 exploitations paysannes (plus du cinquième des petites exploitations) par la concurrence des productions à bas prix (surtout dans les légumes, les fruits et les bovins). Ce sont les grandes entreprises de l'agroalimentaire qui ont profité de l'ALENA; elles sont essentiellement américaines, mais il existe aussi quelques grandes firmes au Mexique (parfois à capitaux américains) qui ont prospéré en surexploitant la main d'oeuvre agricole, locale ou immigrée. Outre le blé c'est essentiellement dans les produits laitiers et autres produits alimentaires que les Etats-Unis ont un solde commercial excédentaire vis-à-vis du Mexique.

L'ALENA a également permis aux capitalistes de l'agroalimentaire américains de s'emparer d'une grande partie des réseaux de distribution. Alors qu'autrefois les petits commerces traditionnels vendaient des produits frais, les chaînes de supermarché qui se sont multipliées mais surtout les petites épiceries de proximité vendent en majeure partie de la nourriture à bas prix – et de mauvaise qualité: les aliments transformés et raffinés ont aussi l'avantage de pouvoir rester longtemps sur les étagères des commerces, à la différence des produits frais qui sont périssables, comme les fruits et légumes.

Les conséquences ont été rapidement visibles. Entre 1988 et 2012, le pourcentage de femmes de 20 à 49 ans touchées par l'obésité est passé de 9,5 à 37,5 % (les femmes sont en moyenne plus sensibles à l'obésité). Le diabète, qui est une des premières conséquences de l'obésité, touche près de huit millions de Mexicaines et de Mexicains et il est devenu la première cause de mortalité. Le taux de mortalité liée à l'obésité est de 152 pour mille, soit huit fois plus que la moyenne des grands pays capitalistes membres de l'OCDE. 130 000 personnes souffrent d'insuffisance rénale

et 86 000 doivent subir une dialyse trois fois par semaine.

Mais si l'augmentation de l'obésité a été très rapide au Mexique, ce sont les Etats-Unis qui détiennent le record du taux d'obésité dans le monde (38% des adultes, 40 % chez les femmes, 31% des enfants), taux en augmentation continue. Cela signifie que les prolétaires américains et leurs familles ont été et sont toujours les **premières victimes** du système d'alimentation mis en place par le capitalisme étasunien et que celui-ci diffuse dans le monde entier.

Les ravages de l'obésité ne sont pas la conséquence de «mauvais» comportements individuels ou «choix de vie» des prolétaires mais une **pathologie du capitalisme** et, pour ce qui est du Mexique de la domination économique de l'impérialisme étasunien sur le pays.

LE REMÈDE: RÉVOLUTION ET DICTATURE PROLÉTARIENNE

Aujourd'hui, le capitalisme n'a plus à offrir aux prolétaires que «de la sueur, du sang et des larmes». Il tue à petit feu

par l'exploitation, les «accidents» du travail et les maladies professionnelles, par la faim ou une alimentation dégradée, par l'exposition à des polluants de toute nature... Il tue brutalement dans des guerres, des catastrophes «naturelles» ou industrielles...

Le prolétariat devra venger toutes ces victimes prolétariennes et détruire ce système qui sème le malheur et la mort.

La dictature révolutionnaire du prolétariat sera ce bras vengeur. Elle renversera la domination des capitalistes et brisera les chaînes de l'exploitation impérialiste.

A l'heure actuelle, faute d'avoir pu renouer avec les traditions classistes et reconstituer le véritable Parti communiste, le prolétariat est désarmé face à ses ennemis bourgeois. Bien que la reconstitution du Parti de classe ne puisse pas être rapide, elle est objectivement un besoin toujours plus pressant. C'est sous sa direction que les prolétaires pourront monter au combat en proclamant:

Que crève le capitalisme, ce système mortifère! Que triomphe le communisme, notre seul salut!

Canada : un bon indien...

La «justice» canadienne vient de remettre au goût du jour, une nouvelle fois, la célèbre citation prêtée au massacreur général Sheridan: «un bon indien est un indien mort». Le 9 février, un jury de la Saskatchewan a déclaré non coupable l'assassin de Colten Boushie, de la réserve de la Première Nation Red Pheasant.

LE RACISME ASSASSINE, LA «JUSTICE» ACQUITTE !

C. Boushie a été tué par Gerald Stanley, un agriculteur qui l'a abattu par derrière avec une balle qui lui a perforé le crâne, en août 2016. Le jeune autochtone de 22 ans était, avec un groupe d'amis, sur la propriété du meurtrier après une crevaillon. L'assassin accuse les jeunes autochtones d'avoir voulu commettre un vol de véhicule. Il justifie ainsi les rafales d'arme semi-automatique qu'il a tiré sur le groupe et la balle tirée à bout portant sur le crâne du jeune homme. La «justice» canadienne a fait comme fait trop souvent celle de son voisin étasunien face au meurtre d'un jeune prolétaire noir: elle a pris parti pour le meurtrier. La police a agi comme si la victime était le coupable, en lançant une perquisition illégale chez sa mère.

Au lieu de lutter contre le racisme que subissent les communautés autochtones, le gouvernement provincial a préféré déployer des policiers au nom de la lutte contre «le crime rural», un prétexte constamment utilisé pour attiser les sentiments anti-autochtones dans l'Ouest canadien. La justice n'a mené des poursuites que sous la pression des popula-

tions autochtones. La presse a relayé cela. Elle a blâmé Colten et ses amis d'avoir pénétré sur les terres du fermier et d'avoir l'air «menaçant». C'est seulement après de longs délais et beaucoup de pression de la part des Premières nations que Stanley a été mis en accusation pour la mort de Boushie.

Le procès a confirmé ce racisme d'État. Le jury – dont avaient été exclus tous les autochtones alors qu'ils représentent un quart de la population de la région – l'a non seulement jugé non coupable de meurtre, mais même d'homicide involontaire.

Moins de 12 heures après le verdict, des milliers de personnes sont descendues dans les rues de plusieurs villes du Canada et de l'Amérique du Nord pour revendiquer «Justice pour Colten!». La protestation a été organisée par le mouvement *Idle No More* (La passivité, c'est fini), un «réseau» de défense des droits des Autochtones lancé il y a cinq ans en Saskatchewan à partir d'un tweet.

LE CANADA, UNE PRISON DES PEUPLES AUTOCHTONES

On compte un million huit cent mille Autochtones («Premières Nations in-

diennes», métis et Inuits) au Canada, ce qui représente 5,6 % de la population totale. A elles seules les membres des 634 «Premières Nations» représentent 2,8 % de la population totale du Canada, mais elles constituent la dixième de la population du Saskatchewan (10,7 %) et du Manitoba (10,5 %) et presque le tiers de la population des Territoires du Nord-Ouest (32,1 %).

Malgré tout le baratin gouvernemental sur la «nation multiculturelle», les Autochtones souffrent toujours du racisme et de la misère. Que ce soit dans les réserves ou dans les villes, partout la population autochtone est en proie au chômage, à la pauvreté et à la maladie.

Bien que les peuples autochtones ne représentent que 5 % de la population canadienne, plus de 25 % de tous les hommes dans des prisons fédérales sont autochtones et 36 % des femmes détenues sont autochtones. Près de la moitié des adultes autochtones sont au chômage et plus de la moitié ont moins qu'un diplôme d'études secondaires. Le taux de suicide chez les populations autochtones et tout particulièrement chez les jeunes est parmi les plus élevés du monde.

Les conditions dans beaucoup de réserves autochtones sont souvent bien pires que celles des bidonvilles des pays dominés par l'impérialisme: absence fréquente d'eau potable, manque de logements ou logements sans chauffage, peu de services de base et peu d'emploi. De nombreuses familles vivent dans des tentes ou des cabanes non isolées, sans eau courante ni tuyauterie, certaines doivent recourir à des seaux comme toilettes qu'elles vident dans des fossés avoisinants. En moyenne 30 % des familles autochtones souffrent d'«insécurité alimentaire» (c'est-à-dire ne mangent pas toujours à leur faim) et cette proportion peut atteindre les 70 % dans certaines communautés.

Les conditions ne sont pas meilleures pour ceux qui vivent en ville, où leurs conditions de vie sont bien inférieures au reste de la population. Les travailleurs autochtones gagnent un salaire de 15 à 20 % inférieurs à celui leurs collègues de travail. De plus, 40 000 enfants autochtones sont placés dans des structures d'accueil, ce qui représente plus de la moitié de tous les enfants séparés de leur famille au Canada.

Les Autochtones sont également – directement ou indirectement – victimes de la terreur policière. Selon des enquêtes récentes, des dizaines de femmes et de filles de villes de Colombie-Britannique (province voisine de l'Alberta) ont été victimes de violences ou d'agressions sexuelles de la part de la police, avec au moins un cas de viol. Certaines ont été aspergées de poivre, ont subi des

tirs de tasers; ont été attaquées par des chiens policiers, frappées, ont subi des fouilles par des policiers masculins, ont été victimes d'attouchements...

Enfin, la police et la «justice» ont refusé de protéger des femmes. Plus de 1 200 femmes autochtones du Canada – certains évoquent même le nombre de 4 000 – ont disparu ou ont été assassinées ces trente dernières années. La police a souvent ignoré ces disparitions ou a transformé les victimes en coupables, les accusant d'être des prostituées ou des alcooliques; elles ont parfois été emmenées à des km de chez elles et abandonnées dans des températures glaciales, si elles n'ont pas été violées avant.

Depuis la formation du Canada, les peuples autochtones ont été et sont encore considérés comme des «sauvages». Ce racisme a été la couverture pour s'emparer des terres et des ressources naturelles qui s'y trouvent.

LE PILLAGE COLONIAL SE POURSUIT

Comme les autres peuples d'Amérique, les Autochtones du Canada ont subi une conquête coloniale par les Anglais, les Français, les Espagnols... Ils ont été privés de leurs terres et ont subi des massacres de masse et des violences en tout genre.

L'intensification des rivalités entre les puissances impérialistes pousse la bourgeoisie canadienne à accélérer l'exploitation du territoire – en particulier celle des ressources naturelles, nombreuses dans le Nord. Les pressions sont donc très fortes pour faire sauter ou ignorer toute la réglementation qui empêche ou limite le pillage des terres autochtones. Fin 2012, sous la pression de l'industrie des oléoducs et des grandes compagnies pétrolières – dont Total, qui y exploite les fameux sables bitumineux –, le gouvernement a quasiment liquidé la protection des milliers de lacs et rivières du pays. Il a également sévèrement limité l'évaluation environnementale préalable aux projets d'exploitation des ressources, et la possibilité pour les Autochtones d'être consultés sur ces questions.

Comme à Standing Rock aux Etats-Unis, les populations autochtones refusent de céder leurs terres mais se mobilisent également pour éviter que l'exploitation anarchique des ressources – inhérente au capitalisme – ne détruise les écosystèmes, ne pollue les sols et les eaux, ne dégrade la santé des populations... En Alberta, où les sables bitumineux sont exploités aveuglément, les Premières nations font venir de l'eau en bouteilles alors qu'elles vivent au bord des fleuves, car ceux-ci sont pollués par le plomb et le mercure.

Le risque vient aussi des pipelines qui traversent leurs territoires et les exposent aux fuites de gaz et de pétrole. En juillet 2017, une fuite d'un pipeline de l'entreprise Husky Energy a déversé plus de 225 000 litres de pétrole dans la Rivière Nord Saskatchewan, dans le centre du pays, et privé d'eau courante deux villes et des communautés autochtones pendant plusieurs jours.

De plus, les nuisances sont nombreuses. Des tests sismiques sont réalisés sur les rives de la côte ouest pour la prospection pétrolière ou gazière. Ils consistent en l'émission de sons hyper puissants (290 décibels) sous l'eau, sur des périodes données, toutes les dix secondes, 24 heures sur 24 pendant cinq ans. Cela risque de faire disparaître des mammifères marins ainsi que le reste de l'écosystème et donc la pêche indispensable à la survie de communautés autochtones.

Malheureusement, les protestations nombreuses contre ces projets destructeurs et générateurs de risques se font sur les terrains petits bourgeois du «nationalisme» indigène ou de l'écologisme (parfois avec un cache-sexe «socialiste»).

Les populations autochtones ne se trouvent pas en dehors de la société capitaliste, même si elles sont marginalisées dans celle-ci. La population des «Premières nations» comme dans toutes les nations, est divisée en classes aux intérêts différents. Il existe des prolétaires qui ont mené il y a quelques années des luttes ouvrières importantes. La plupart sinon tous les Chefs sont bien intégrés dans le système capitaliste ainsi que la mince couche de leurs flagorneurs. Les populations autochtones déshéritées ne pourraient pas trouver une issue dans une union nationale pour créer un Etat indépendant au ou autonome, objectif des couches bourgeoises ou petites bourgeoises qui rêvent d'exploiter à leur profit les richesses du sous-sol. Leur sort dépend de la lutte anticapitaliste menée par les prolétaires unis du Canada et du monde – par-dessus les barrières d'ethnies, de langues et de nationalités, d'origine et de sexe. Seule cette lutte révolutionnaire arrivera à détruire en une unique marée révolutionnaire l'infâme mode de production avec tout son cortège de misère et de sang, pour poser les bases d'une vie et d'une société totalement libérées de l'exploitation et de l'oppression.

Pour mettre fin au capitalisme qui est un système criminel qui menace les conditions de vie des prolétaires, des travailleurs et des populations opprimées, mais aussi la survie de l'Humanité, il n'y a qu'une seule issue: la lutte pour le communisme.

«Demo Blitz» à Détroit (USA): les damnés du plomb

Détroit, ancienne capitale de l'automobile dominée par le Big Three (General Motors, Ford, Chrysler), est une ville durement frappée par la guerre menée par le capital contre les prolétaires étasuniens.

UNE VILLE FANTÔME

La ville a été ravagée par la crise et par les délocalisations qui l'ont accentuée. Entre 1950 et aujourd'hui, la population a presque été divisée par trois (passant de 1,9 million à 670 000) et 35 % de son territoire a été déserté par les habitants. Celui qui a valu le surnom de «*Shrinking City*», la ville qui rétrécit.

La crise des subprimes et celle qui a touché le secteur automobile ont fait des ravages dans la ville : un tiers des maisons ont été saisies ou abandonnées par leurs propriétaires incapables de continuer à rembourser le crédit. Selon un recensement, 70 000 bâtiments sont abandonnés dont 40 000 sont au bord de l'effondrement.

Un article de 2010 décrivait son paysage: «*Dans certains blocs ne restent que deux ou trois demeures habitées. La ville prend alors des allures de cité engloutie : les carcasses carbonisées, les parkings abandonnés, les usines désaffectées l'ont transformée en une vaste friche. A l'horizon désert, herbes et arbres arasent les maisons désolées. L'urbain se décompose. Les densités se font rurales. Le paysage s'ensauvage lorsque s'y mêle le chant du coq ou les stridulations incessantes des sauterelles*» (1).

Le taux de chômage a explosé. Officiellement, il a doublé pour dépasser les 25 %, en réalité, il s'approche sans doute du double. Les pauvres souffrent de la faim et du froid à cause des coupures de courant qui les frappent faute de pouvoir payer leurs factures. Dans cette ville où 85 % de la population est afro-américaine, les indicateurs de santé de la population sont ceux des pays dominés. Le taux de mortalité infantile est le triple de celui du reste des Etats-Unis et est donc au niveau du Sri Lanka.

Le pays du capitalisme triomphant est un enfer pour les prolétaires!

DÉMOLITION DE MASSE

Les bourgeois ont décidé de résoudre le problème en s'attaquant aux prolétaires. Un vaste plan de «*rénovation*» urbaine a été décidé et mis en œuvre à partir de 2013. Il consiste à réduire le périmètre de la ville en détruisant 40 000 maisons et en faisant déménager des habitants des quartiers dépeuplés vers des secteurs plus densément peuplés. Ce projet dit de «*Demo Blitz*», c'est-à-dire de démolition massive, s'habille de «*développement durable*» avec sa volonté de densifier l'habitat et réduire

l'étalement urbain. En réalité, ses moteurs principaux sont de faire des économies en réduisant les dépenses d'équipement (distribution d'eau et d'électricité, assainissement, voirie...) par la diminution de la surface de la ville, de faire engranger le maximum de profit aux patrons du BTP et de faire repartir à la hausse les prix de l'immobilier.

Ce plan de démolition a une nature fondamentalement anti-prolétarienne: les travailleurs se voient privés du logement pour lequel ils se sont saignés pendant des années et doivent attendre un relogement. Il n'y a aucun doute que leur situation ne pourra qu'empirer.

La situation de Détroit est celle de toutes les villes «*réhabilitées*» ou «*renovées*» par les capitalistes. Il y a près d'un siècle et demi, Engels en faisait déjà le constat:

«En réalité, la bourgeoisie n'a qu'une méthode pour résoudre la question du logement à sa manière – ce qui veut dire : la résoudre de telle façon que la solution engendre toujours à nouveau la question. Cette méthode porte un nom, celui de "Haussmann". Par là j'entends ici non pas seulement la manière spécifiquement bonapartiste du Haussmann parisien de percer de longues artères droites et larges à travers les quartiers ouvriers aux rues étroites, et de les border de chaque côté de grandes et luxueuses constructions; le but poursuivi – outre leur utilité stratégique, les combats de barricades étant rendus plus difficiles -, était la constitution d'un prolétariat du bâtiment, spécifiquement bonapartiste, dépendant du gouvernement, et la transformation de la ville en une cité de luxe.

J'entends ici par "Haussmann" la pratique qui s'est généralisée d'ouvrir des brèches dans les arrondissements ouvriers, surtout dans ceux situés au centre de nos grandes villes, que ceci réponde à un souci de la santé publique, à un désir d'embellissement, à une demande de grands locaux commerciaux dans le centre, ou aux exigences de la circulation – pose d'installations ferroviaires, rues, etc.

Quel qu'en soit le motif, le résultat est partout le même: les ruelles et les impasses les plus scandaleuses disparaissent et la bourgeoisie se glorifie hautement de cet immense succès – mais ruelles et impasses resurgissent aussitôt ailleurs et souvent dans le voisinage immédiat» (2).

Ce programme est aujourd'hui bien avancé: 13 000 maisons ont été détrui-

tes dans la ville. Ces coups de bulldozers se font au mépris complet de la santé des prolétaires qui travaillent sur les chantiers mais aussi de celle des prolétaires qui résident à Détroit.

EMPOISONNEMENT AU PLOMB

De récentes études ont révélé que Détroit détient le plus fort taux d'enfants empoisonnés au plomb (8,8 % et 22 % dans certains quartiers). Elle devance largement sa voisine Flint (moins de 3,6 % d'enfants intoxiqués) qui a été l'objet d'un vaste scandale sanitaire lié à l'empoisonnement de l'eau potable pour cause d'austérité budgétaire.

Les démolitions sont les principales responsables de cette crise sanitaire. Les peintures au plomb sont présentes dans beaucoup de maisons car elles n'ont été interdites qu'en 1978. On savait depuis très longtemps que le plomb dans la peinture était toxique. Au début du XXe siècle, le mouvement syndical avait dénoncé une des formes de l'utilisation du plomb, la césure. En 1906, une grève des peintres contre son utilisation avait mobilisé 5 000 à 10 000 prolétaires. Si la césure est abandonnée en grande partie lors du premier entre-deux-guerres, la peinture au plomb continuera d'être utilisée pendant de longues années.

Lors des démolitions, la peinture au plomb est réduite en poussière et se diffuse dans l'air. Habiter à moins de huit maisons d'une démolition augmente de 20 % le risque de contamination selon une étude du Département de la santé sur 50 000 enfants. Depuis 2013, autour de 2 000 enfants par an sont testés positifs à des niveaux élevés de plomb. Pour faire baisser les statistiques, les autorités ont décidé de... diminuer le nombre d'enfants testés (25 395 en 2016 contre 28 700 en 2012).

Les conséquences de ces intoxications sont multiples : troubles du comportement, difficultés d'apprentissage, problèmes de développement, maux de tête, anémie...

A cette intoxication au plomb s'ajoute d'autres risques pour la santé publique. C'est par exemple le cas avec l'amiante: les pouvoirs publics contrôlent peu ou pas les entreprises de démolition qui ne se gênent pas pour se débarrasser de l'amiante sans se soucier de la population.

Le principal coupable n'est pas la malveillance de certains mais le capitalisme lui-même. Comme le disait Rosa Luxemburg, il y a plus d'un siècle, à propos du sort des prolétaires sans-abris intoxiqués: «*Le véritable bacille [...] c'est l'ordre social capitaliste à l'état pur*» (3).

AU BLITZ BOURGEOIS, RÉPONDRE PAR UN BLITZ PROLÉTARIEN

La situation des prolétaires de Dé-
troit est bien sombre: chômage, misère,
faim, froid et maladie!

La solution n'est pas à attendre des
pleureuses humanitaires ou des spécia-
listes de l'urbanisme bourgeois toujours
prêts à nous raconter comment amélio-
rer la ville. Non! La seule réponse est la
destruction du capitalisme par une guer-
re générale, totale et directe. Cette guer-
re nécessite un état-major, le Parti mon-
dial de la Révolution communiste.

Cette tâche peut sembler lointaine
mais c'est la seule réaliste pour arracher
les masses prolétariennes à la misère et
les jeunes prolétaires à l'empoisonnement
par le plomb ou l'amiante.

Ces victimes prolétariennes d'em-
poisonnement devront être vengées.
Nous ne pouvons que souscrire à la
conclusion de Rosa Luxemburg dans
l'article cité plus haut :

**«A bas l'infâme régime social qui
engendre de pareilles horreurs!»**

(1) cf *Le Monde Diplomatique*,
janvier 2010

(2) cf «La question du logement»,
1872

(3) cf «Dans l'asile de nuit», 1er
janvier 1912

Notre site Internet :

www.pcint.org

Adresse e-mail :

leproletaire@pcint.org

El Proletario

Órgano del

partido comunista internacional

Nº 15 / Sept.-Oct.-Nov. de 2017

••• El particularismo catalán •••
¿Paz en Euskadi? Marxismo y nacionalismo por el mismo precio (2) ••• Si-
guiendo a la burguesía y a la pequeña
burguesía, sean estas catalanas o españolas,
el proletariado sólo logra fortalecer las
cadenas que le atan a la explotación capi-
talista ••• Referéndum en Cataluña
••• «Paro nacional» en Cataluña •••
• Naturaleza y objetivos de la revolución
cubana (2) ••• Dos nuevas ediciones
de la Dialéctica de la naturaleza, de En-
gels ••• Lee el proletario ••• Atentado
en Barcelona ••• Nueva edición
en castellano: Cuarenta años de valoración
orgánica de los eventos de Rusia en
el dramático desarrollo social e histórico
internacional

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3
FS; América latina: US \$ 1,5; USA y
Cdn: US \$ 2.

Dieppe: c'est le capitalisme qui a tué, pas la fatalité !

Samedi 17 février, deux prolétaires
ont trouvé la mort à Dieppe dans l'usine
de production d'huile Saipol. Plusieurs
des onze autres travailleurs présents ont
été blessés ou sont sous le choc après le
décès de deux de leurs camarades. Ces
ouvriers travaillaient pour un sous-traitant
lors d'opérations de maintenance.

L'explosion de l'entreprise dans la
zone portuaire a été suivie d'un incendie
important qui était visible dans une large
partie de la ville. Par mesure de sécurité,
un périmètre a été établi autour de l'usine
pour faire face à risque sanitaire et de
pollution.

Cette usine produit de l'huile de colza
et de la nourriture pour bétail. Elle
appartient au géant de l'agrobusiness
Avril, premier producteur français
d'œufs, un des principaux transforma-
teurs de colza et de tournesol pour l'huile
de table ou l'alimentation. L'explosion a
sans doute été causée par l'hexane, un
hydrocarbure très inflammable utilisé
pour l'extraction de l'huile résiduelle.

LA LOI DU PROFIT TUE ! ASSEZ DE MORTS AU TRAVAIL!

L'UL CGT de Dieppe et la CGT de
l'usine dans leur communiqué du 18/2
affirment ne pas vouloir «s'exprimer sur
les causes de l'accident avant d'avoir
eu connaissance des éléments d'enquête».

Mais il n'y a pas besoin d'une enquête
approfondie pour savoir que dans le
but d'exploiter au maximum les hommes
et les machines, l'entretien et donc la
sécurité des installations laissent sou-
vent à désirer quand ils ne sont pas
totalement absents. Par conséquent la
protection et la santé des prolétaires
sont menacées par les insuffisances de
la maintenance ou des mesures sécurité
car les capitalistes font passer le profit
avant la vie de ceux qu'ils exploitent.

La chose qui compte pour eux avant
tout est la santé de leur entreprise, la
santé du capital. La course effrénée au
profit, loi fondamentale du capitalisme,
oblige les patrons à exploiter au maxi-

mum les travailleurs et à mettre ainsi leur
santé et leur vie en danger, comme cel-
les de leurs familles qui vivent à proxi-
mité des usines et subissent leurs nui-
sances (pollution de l'eau et de l'air,
risques industriels).

Quand les patrons se soucient de
prévenir les accidents du travail, c'est
qu'ils veulent éviter le risque d'entraver
la production, ou – pire à leurs yeux – de
déclencher des réactions de colère et des
luttés des prolétaires.

NI CREVER NI RESTER INVALIDES POUR ENGRAISSER LES CAPITALISTES ! RIPOSTE OUVRIÈRE !

Le ministre de l'Agriculture, le PDG
d'Avril et les politiciens locaux ont appe-
lé les travailleurs au «recueillement» et à
une minute de silence.

Mais ce n'est pas recueillement qu'ils
ont besoin! Les prolétaires sont soumis
à une exploitation qui n'offre comme
alternative de se tuer au boulot ou de
crever de pauvreté parce qu'on n'a pas
de travail. Ils ne doivent pas se laisser
duper par les «hommages» hypocrites
de leurs ennemis de classe; il leur faut,
non pas se recueillir, mais entrer en lutte
pour défendre leurs conditions de travail
et de vie. Pour cela, ils doivent tourner le
dos au souci de «défendre l'entreprise»
ou l'économie, et rompre par conséquent
avec les syndicats collaborationnistes
toujours prêts à courber l'échine face à
la sauvegarde des «intérêts de l'entre-
prise», la «reconquête industrielle» ou
le «développement de la région» ou de la
nation...

Il n'y a qu'une seule voie pour les
prolétaires: s'organiser de façon classis-
te sur le terrain des luttes immédiates, et
sur le terrain politique en parti de classe
révolutionnaire afin de combattre pour la
défense exclusive de leurs intérêts de
classe, en commençant par la lutte défen-
sive pour réduire l'intensité de l'exploit-
ation avant de pouvoir passer ensuite à
la contre-attaque, puis à l'offensive gé-
nérale pour détruire le mode de produc-
tion capitaliste assassin.

L'impérialisme français verse des larmes hypocrites sur la Syrie et sème la mort au Yémen

Le gouvernement français et les
médias à la botte poussent des cris
d'indignation devant les massacres
de civils par le gouvernement syrien
et ses soutiens – Iran et Russie en
particulier. Ils sont pourtant beau-

coup plus discrets – c'est le moins
que l'on puisse dire – face à la guerre
d'anéantissement que mène l'Arabie
Saoudite au Yémen.

(Suite en page 20)

L'impérialisme français verse des larmes hypocrites sur la Syrie et sème la mort au Yémen

(Suite de la page 19)

LE YÉMEN RAVAGÉ PAR LA GUERRE D'ANÉANTISSEMENT SAOUDIENNE

Depuis plus de trois ans, l'Arabie Saoudite, à la tête d'une coalition «sunnite», mène une guerre sanglante au Yémen contre les Houtistes, un courant islamiste chiite insurgé soutenu par l'Iran. Ciblant des infrastructures vitales, les raids aériens ont détruit des routes, des réseaux électriques, des ports, des aéroports, des ponts, des installations d'approvisionnement en eau, des écoles et des hôpitaux. Le secteur agricole a été pris pour cible pour détruire la production et la distribution de nourriture en bombardant des fermes, des installations de stockage de nourriture, marchés et camions de nourriture. La pêche a subi le même sort: plus de 250 bateaux de pêche ont été endommagés ou détruits en mer Rouge. Un blocus naval a été imposé, ce qui bloque les importations de nourriture, de carburant et d'autres produits de première nécessité, dont dépend fortement le pays.

Cette guerre a fait plus de 13 000 morts. Des dizaines de milliers de personnes ont été blessées et plus de trois millions ont été déplacées. Huit millions de personnes – près d'un tiers de la population – sont au bord de la famine. Selon l'UNICEF, un enfant meurt au Yémen toutes les dix minutes à cause de la malnutrition et de la maladie. Avec l'effondrement des soins de santé et de l'assainissement de base, y compris l'eau potable, une épidémie de choléra a éclaté et touche un million de personnes.

La sanglante intervention militaire saoudienne est activement soutenue par les impérialistes occidentaux. Les Etats-Unis ont livré de nombreuses armes et de nombreuses informations aux bouchers saoudiens. La France n'est pas en reste pour participer à cette boucherie.

LA FRANCE COMPLICE DES CRIMES SAOUDIENS

L'impérialisme français, malgré son affaiblissement, n'a rien perdu de son agressivité comme le démontrent ses interventions militaires en Afrique, et il ne veut pas rester à l'écart du pillage du Moyen Orient. L'Arabie Saoudite est un des plus gros clients de l'industrie d'armement française. Entre 2010 et 2016, la France lui a fourni pour plus de neuf milliards d'euros d'équipement militaire, ce qui représente environ 15 à 20 % des exportations d'armes françaises

chaque année.

L'impérialisme français est complice de cette guerre d'anéantissement. Dès son déclenchement, Fabius, alors ministre des Affaires Etrangères, avait accouru à Ryad pour assurer du soutien français. Ce soutien n'a rien de platonique: l'impérialisme tricolore arme le bras meurtrier des dictateurs islamistes saoudiens et de leurs alliés, en fournissant le système de guidage des bombes des avions, des avions pour le ravitaillement en carburant des F-15 en vol, des drones de surveillance, des hélicoptères de transport, des canons, des blindés légers, de petits patrouilleurs pour assurer le blocus du pays. La France n'a pas non plus été avare avec les autres membres de la coalition. Sont utilisés au Yémen des chars Leclerc émiratis et des Mirage 2000 émiratis et qataris.

La France a même participé directement aux opérations en effectuant des vols de reconnaissance pour le compte des Saoudiens, en formant ses pilotes de chasse, en participant directement au blocus pour remplacer la flotte saoudienne lorsqu'elle est en maintenance, en assurant la maintenance, la mise à niveau et l'approvisionnement en obus des avions de combat émiratis et qataris.

L'ENNEMI PRINCIPAL EST DANS NOTRE PAYS ! A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS !

Les prolétaires de France n'ont rien à gagner à la politique guerrière de «leur» bourgeoisie qui, là-bas, massacre les masses pauvres, et qui, ici, leur fait payer l'augmentation du budget militaire et veut faire passer ses attaques anti-prolétariennes au nom de l'«unité nationale».

Il n'y a pas d'intérêts communs entre bourgeois et prolétaires! Les bourgeois défendent uniquement les intérêts du rapace impérialisme tricolore. Les prolétaires doivent s'y opposer sans hésiter. Ils doivent dénoncer ce bain de sang et le rôle de l'impérialisme français. C'est une condition sine qua non de l'unification des prolétaires français avec leurs frères de classe, tant des autres pays impérialistes que des continents opprimés.

Les guerres «locales» d'aujourd'hui annoncent le conflit mondial de demain entre les impérialistes: c'est la seule issue qu'offre le capitalisme s'il n'est pas arrêté avant. Les prolétaires ont la force sociale de faire échec à cette perspective pour que cesse le fait que les exploités les utilisent comme de la chair à

canon. Leur unité, leur organisation, leur entrée en lutte, leur retour à des principes et des méthodes de classe peut déchaîner une guerre de classe brisant toutes les forces de la bourgeoisie.

Cette tâche n'est ni la plus facile ni la plus rapide à accomplir. Mais c'est la seule perspective réaliste, la seule qui permettra de mettre fin à cet ignoble monde d'oppressions, d'exploitations, de misère et de guerres

Impérialisme français hors d'Afrique et du Moyen Orient !

Lutte à mort contre l'impérialisme français et ses crimes !

Lutte sans trêve et sans frontière pour la révolution prolétarienne internationale !

26/2/2018

Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano
Pour l'Espagne: Apdo. Correos 27023, 28080 Madrid

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Cinquième liste 2017
Aix: 200,00 / Fabien: 17,50 / Paris: 600,00
Total liste: 817,50
Total général 2017: 6542,06
Première liste 2018
Claude: 7,50 / Eric: 6,50 / Paris: 300,00
/ Peter: 40,00 / Raymond: 100,00 / Victor: 30,00
Total liste: 484,00

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / América latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / América latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**